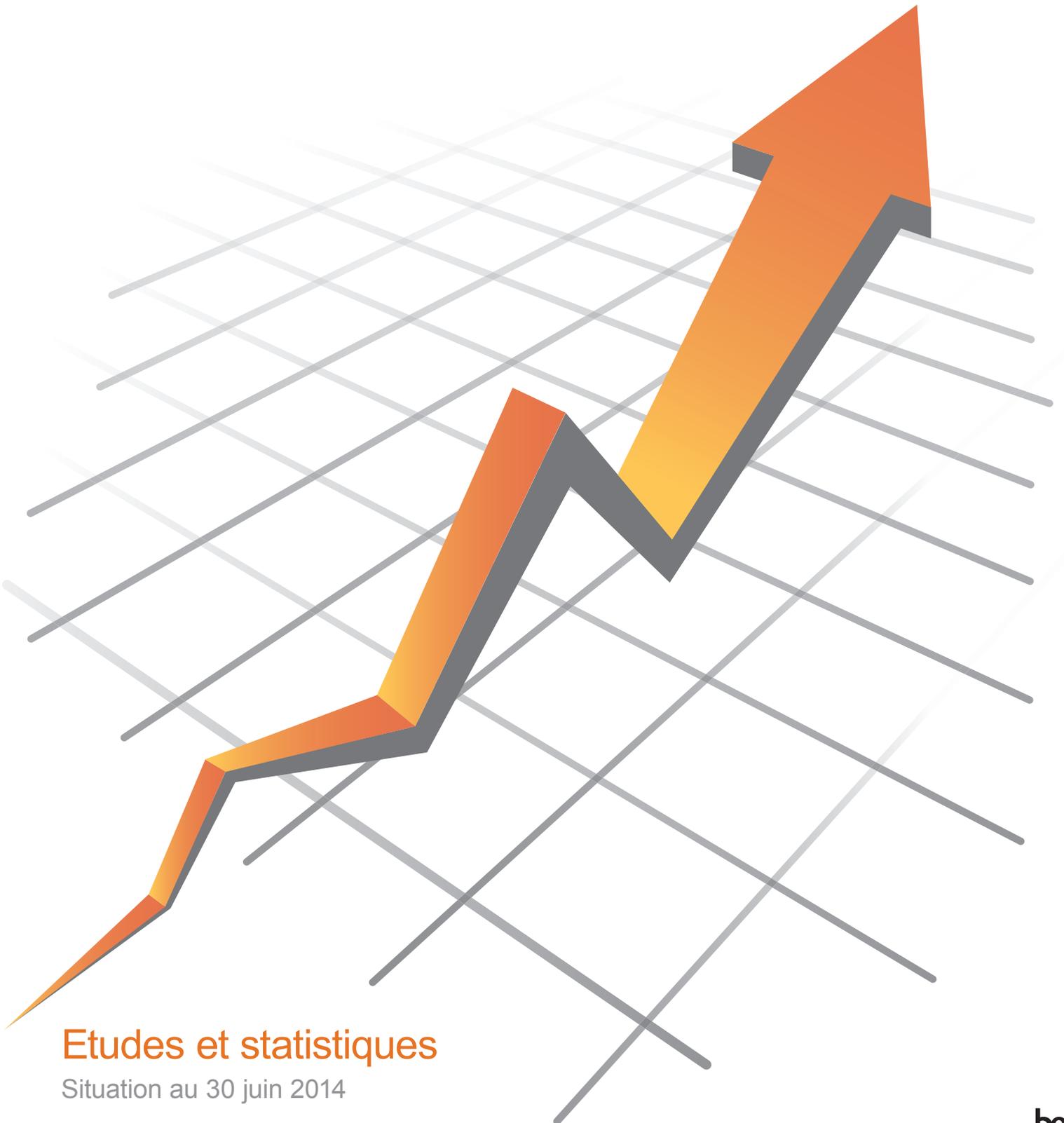


Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 30 juin 2014

Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres-service et autres mesures fédérales pour l'emploi ...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 8 chapitres :

- Chômage temporaire
- Fermetures d'entreprises
- Chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi
- Chômage avec complément d'entreprise
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures fédérales pour l'emploi : activation des allocations, titres-services ...
- Mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique
- Evolution globale des allocataires

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant-dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site (www.onem.be) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

Indicateurs trimestriels du marché du travail – situation au 30 juin 2014

Table des matières :

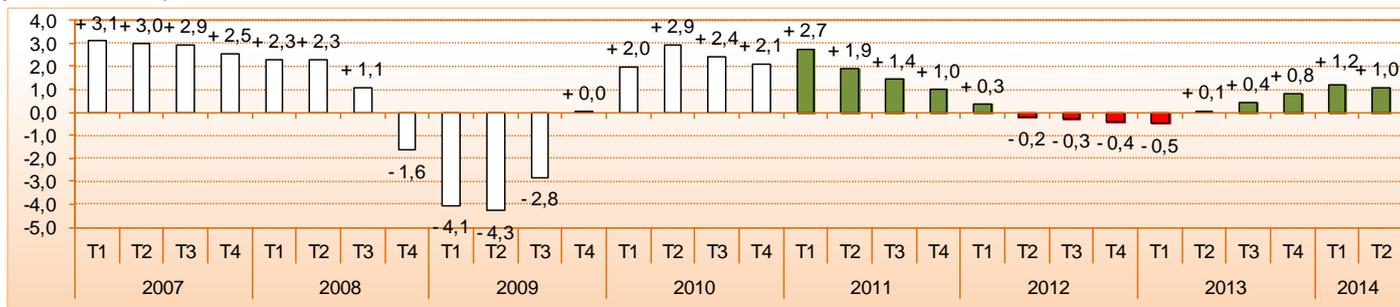
1	EVOLUTION DE LA CONJONCTURE	3
1.1	PIB	3
1.2	Baromètre de la conjoncture	4
1.3	Offres d'emploi	5
1.4	Intérim	7
2	EVOLUTION DES CHÔMEURS TEMPORAIRES	9
2.1	En unités physiques	9
2.2	En unités budgétaires	11
2.3	Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)	13
2.4	Dont suspension employés	14
2.5	Evolution du chômage temporaire par branche d'activité	15
3	EVOLUTION DES CRÉATIONS ET DES DISPARITIONS D'ENTREPRISES	16
3.1	Evolution des faillites	16
3.2	Evolution des licenciements collectifs	20
3.3	Evolution des créations d'entreprises	22
4	EVOLUTION DES CHÔMEURS COMPLETS INDEMNISÉS DEMANDEURS D'EMPLOI (CCI-DE)	23
4.1	Par région	23
4.2	Par sexe	25
4.3	Par classe d'âge	27
4.4	Par base d'admission	29
4.5	Par durée de chômage	31
4.6	Par catégorie familiale	33
5	EVOLUTION DES CHÔMEURS AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE ET DES CHÔMEURS ÂGÉS DISPENSÉS	35
5.1	Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise	37
5.2	Evolution des chômeurs âgés dispensés	38
6	EVOLUTION DES MESURES FÉDÉRALES POUR L'EMPLOI	39
6.1	Evolution des mesures fédérales pour l'emploi (à l'exception des titres-services)	39
6.2	Titres-services	42
7	EVOLUTION DE L'INTERRUPTION DE CARRIÈRE ET DU CRÉDIT-TEMPS	43
8	EVOLUTION DES MESURES PRISES DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DU STATUT UNIQUE	45
8.1	Primes de crise et allocations de licenciement	45
8.2	Les indemnités en compensation du licenciement	46
9	EVOLUTION DES 3 GROUPES D'ALLOCATAIRES	47
10	COMPARAISON INTERNATIONALE	48
10.1	Taux de chômage	48
10.2	Evolution de l'emploi	49
11	EVOLUTION SUR 10 ANS	50
11.1	Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi	50
11.2	Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise	51
11.3	Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise	52
11.4	Les chômeurs temporaires	52
11.5	Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés	53

1 Evolution de la conjoncture

1.1 PIB

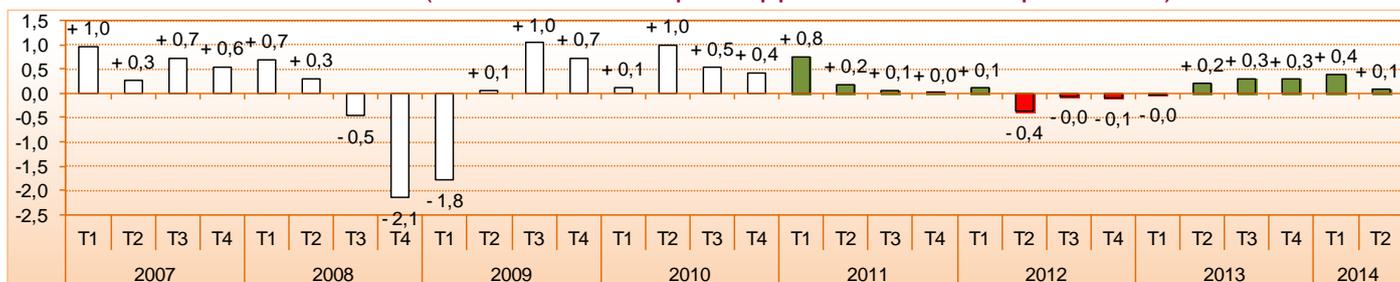
Graphique 1

Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2

Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre précédent)



Source: BNB – PIB en volume – année de référence 2011 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier

Après une très mauvaise année 2009, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant tout le premier semestre 2011. Au second semestre 2011, le PIB progresse toujours sur une base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur une base trimestrielle (cf. graphique 2).

Malgré un léger sursaut au 1^{er} trimestre 2012 (+ 0,3 % sur une base annuelle et + 0,1 % sur une base trimestrielle), le PIB se replie sur une base annuelle au cours des 4 trimestres suivants. Le 2^{ème} trimestre 2013 marque un tournant : le PIB renoue progressivement avec la croissance autant sur une base trimestrielle qu'annuelle. Cette croissance se renforce de trimestre en trimestre pour atteindre respectivement + 0,4 % et + 1,2 % au cours du 1^{er} trimestre de cette année. Au second trimestre 2014, on note un fléchissement de la croissance autant sur une base trimestrielle (+ 0,1 %) qu'annuelle (+ 1,0 %).

Tableau 1 Evolution du PIB

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 *		2015 *	
PIB	361 250	364 805	354 593	362 830	369 268	368 734	369 411	374 213	374 952	380 201	382 451
Evolution	+ 2,9%	+ 1,0%	- 2,8%	+ 2,3%	+ 1,8%	- 0,1%	+ 0,2%	+ 1,3%	+ 1,5%	+ 1,6%	+ 2,0%

* Prévisions

Les prévisions les plus récentes¹ font état d'une évolution du PIB comprise entre + 1,3 % et + 1,5 % pour l'année 2014 et entre + 1,6 % et + 2,0 % pour l'année 2015.

¹ Bureau fédéral du Plan - Perspectives économiques 2014-2019 - juin 2014: + 1,4 % pour 2014 et + 1,8 % pour 2015
BNB – Perspectives économiques pour la Belgique - juin 2014 : + 1,3 % pour 2014 et + 1,6 % pour 2015
IRES – Perspectives économiques 2014-2015 - juillet 2014 : + 1,5 % pour 2014 et + 2,0 % pour 2015

1.2

Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture ; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 3

Evolution du baromètre de la conjoncture



Source: BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Après avoir plongé durant la crise, le baromètre de la conjoncture s'était redressé par la suite pour redevenir positif durant 3 trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011). Par la suite, il s'est de nouveau replié pour se cantonner aux alentours des - 11 à - 13 points. Depuis le mois d'août 2013, le baromètre est repassé au-dessus de la barre des - 10 points et à partir de février de cette année, au-dessus de celle des - 5 points. Cependant, depuis le mois de mai, l'indice de confiance des entrepreneurs est repassé sous la barre des - 5 points : - 6,8 points en mai et - 6,2 points en juin.

1.3 Offres d'emploi

Tableau 2
Evolution du nombre d'offres d'emploi par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	72 132	18 174	3 392	93 698	2007	T1	100	100	100	100
	T2	73 173	20 240	3 109	96 522		T2	100	100	100	100
	T3	72 024	18 050	3 313	93 387		T3	100	100	100	100
	T4	64 332	17 183	3 315	84 830		T4	100	100	100	100
	Année	281 661	73 647	13 129	368 437		Année	100	100	100	100
2008	T1	73 365	20 045	3 866	97 276	2008	T1	102	110	114	104
	T2	71 934	18 409	3 859	94 202		T2	98	91	124	98
	T3	66 774	19 385	3 992	90 151		T3	93	107	120	97
	T4	57 049	14 610	3 705	75 364		T4	89	85	112	89
	Année	269 122	72 449	15 422	356 993		Année	96	98	117	97
2009	T1	60 359	18 879	3 854	83 092	2009	T1	84	104	114	89
	T2	57 971	15 232	3 364	76 567		T2	79	75	108	79
	T3	50 348	16 397	4 448	71 193		T3	70	91	134	76
	T4	48 910	13 142	3 795	65 847		T4	76	76	114	78
	Année	217 588	63 650	15 461	296 699		Année	77	86	118	81
2010	T1	64 073	18 060	4 348	86 481	2010	T1	89	99	128	92
	T2	67 718	17 487	3 937	89 142		T2	93	86	127	92
	T3	66 333	17 417	4 872	88 622		T3	92	96	147	95
	T4	64 156	15 646	4 209	84 011		T4	100	91	127	99
	Année	262 280	68 610	17 366	348 256		Année	93	93	132	95
2011	T1	79 939	19 867	4 860	104 666	2011	T1	111	109	143	112
	T2	83 919	19 560	5 213	108 692		T2	115	97	168	113
	T3	76 136	18 572	5 805	100 513		T3	106	103	175	108
	T4	67 429	15 563	5 255	88 247		T4	105	91	159	104
	Année	307 423	73 562	21 133	402 118		Année	109	100	161	109
2012	T1	74 596	18 644	5 305	98 545	2012	T1	103	103	156	105
	T2	75 647	15 095	4 673	95 415		T2	103	75	150	99
	T3	63 881	17 066	4 271	85 218		T3	89	95	129	91
	T4	61 721	13 455	3 962	79 138		T4	96	78	120	93
	Année	275 845	64 260	18 211	358 316		Année	98	87	139	97
2013	T1	67 143	14 660	4 706	86 509	2013	T1	93	81	139	92
	T2	68 249	12 819	4 334	85 402		T2	93	63	139	88
	T3	65 448	12 977	4 989	83 414		T3	91	72	151	89
	T4	70 698	11 961	4 184	86 843		T4	110	70	126	102
	Année	271 538	52 417	18 213	342 168		Année	96	71	139	93
2014	T1	75 287	14 111	4 567	93 965	2014	T1	104	78	135	100
	T2	65 701	13 041	4 560	83 302		T2	90	64	147	86

Graphique 4
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Sources: VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Depuis 2012, le VDAB répertorie les offres d'emploi relatives aux indépendants hors du circuit normal du travail ; pour des soucis de cohérence avec les autres services régionaux de l'emploi, nous les intégrons toujours au circuit normal du travail.

Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi avait chuté en Flandre et en Wallonie. En 2010 et 2011, on observait, sur base annuelle, dans chaque région une remontée progressive du nombre d'offres d'emploi reçues (toutes régions confondues : + 17,4 % en 2010 et + 15,5 % en 2011). Le niveau atteint en 2011 dépassait même celui d'avant la crise.

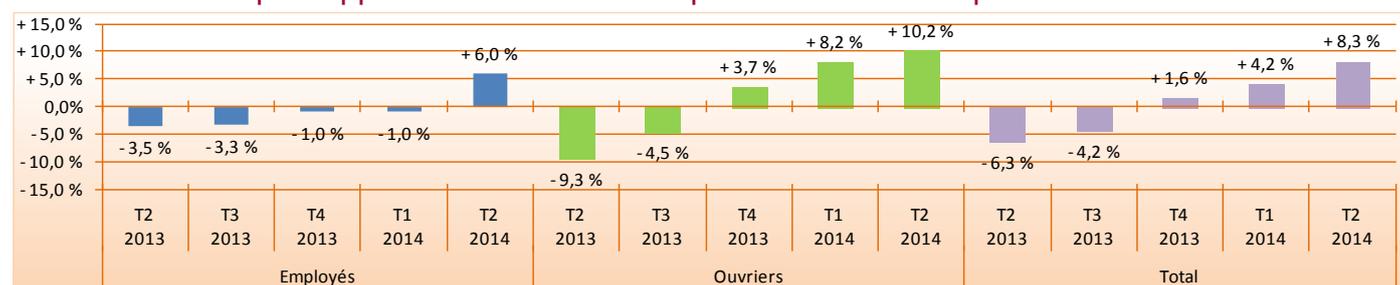
L'année 2012 marque un revirement de tendance : le nombre d'offres d'emploi fléchit de nouveau progressivement (toutes régions confondues : - 10,9 % sur base annuelle). Cette baisse se poursuit en Wallonie au cours de l'année 2013 alors qu'à Bruxelles (au 3^{ème} trimestre 2013) puis en Flandre (au 4^{ème} trimestre 2013) on retrouve des hausses respectives de 16,8 % et 14,5 %. Cependant, ces tendances ne persistent pas au cours des trimestres suivants ; d'un trimestre à l'autre, elles fluctuent entre des hausses et des baisses. Ainsi, au 2^{ème} trimestre 2014, le nombre d'offres d'emploi reçues à un an d'intervalle se replie en Région flamande (- 3,7 %) alors qu'il monte en Région wallonne (+ 1,7 %) et en Région de Bruxelles-Capitale (+ 5,2 %).

1.4 Intérim

Tableau 3
Evolution de l'intérim par statut

		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	228 580	412 868	640 147	2007	T1	100	100	100
	T2	237 810	413 677	650 207		T2	100	100	100
	T3	239 960	403 845	644 522		T3	100	100	100
	T4	244 917	396 271	641 952		T4	100	100	100
	Année	237 817	406 665	644 207		Année	100	100	100
2008	T1	254 072	411 427	662 817	2008	T1	111	100	104
	T2	252 353	394 837	649 046		T2	106	95	100
	T3	251 314	365 471	616 914		T3	105	90	96
	T4	239 839	324 556	564 070		T4	98	82	88
	Année	249 395	374 073	623 212		Année	105	92	97
2009	T1	226 571	274 539	503 593	2009	T1	99	66	79
	T2	214 536	255 964	468 829		T2	90	62	72
	T3	207 840	264 607	471 645		T3	87	66	73
	T4	208 837	278 773	487 254		T4	85	70	76
	Année	214 446	268 471	482 830		Année	90	66	75
2010	T1	211 963	289 760	501 252	2010	T1	93	70	78
	T2	217 262	313 841	531 590		T2	91	76	82
	T3	223 329	328 459	552 220		T3	93	81	86
	T4	228 662	341 582	570 932		T4	93	86	89
	Année	220 304	318 411	538 999		Année	93	78	84
2011	T1	232 651	360 123	592 495	2011	T1	102	87	93
	T2	234 375	356 706	590 682		T2	99	86	91
	T3	234 503	345 269	580 231		T3	98	85	90
	T4	232 343	336 983	568 958		T4	95	85	89
	Année	233 468	349 770	583 092		Année	98	86	91
2012	T1	228 182	325 439	554 109	2012	T1	100	79	87
	T2	227 969	319 460	546 582		T2	96	77	84
	T3	226 093	306 857	533 365		T3	94	76	83
	T4	224 538	293 822	517 714		T4	92	74	81
	Année	226 696	311 395	537 942		Année	95	77	84
2013	T1	226 194	288 988	514 232	2013	T1	99	70	80
	T2	220 078	289 764	512 181		T2	93	70	79
	T3	218 724	293 010	510 985		T3	91	73	79
	T4	222 320	304 635	525 758		T4	91	77	82
	Année	221 829	294 099	515 789		Année	93	72	80
2014	T1	224 013	312 669	535 929	2014	T1	98	76	84
	T2	233 279	319 270	554 498		T2	98	77	85

Graphique 5
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Federgon – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné.²

² Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois.

Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim est remonté progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. Au 1^{er} trimestre 2012, la tendance s'inverse : le nombre d'heures diminue sur une base annuelle dans le segment des ouvriers. Ce fléchissement s'accroît durant toute l'année 2012 et perdure jusqu'au 3^{ème} trimestre 2013.

Au 4^{ème} trimestre 2013, on assiste à un renversement du trend baissier. Le nombre d'heures prestées en intérim dans le segment des ouvriers augmente de nouveau à un an d'intervalle. Cette hausse s'accroît au cours des trimestres suivants pour atteindre + 10,2 % au 2^{ème} trimestre de cette année. Le segment des ouvriers est traditionnellement plus sujet aux fluctuations de la conjoncture que celui des employés qui a quant à lui augmenté de 6 % au 2^{ème} trimestre 2014.

2

Evolution des chômeurs temporaires

2.1

En unités physiques

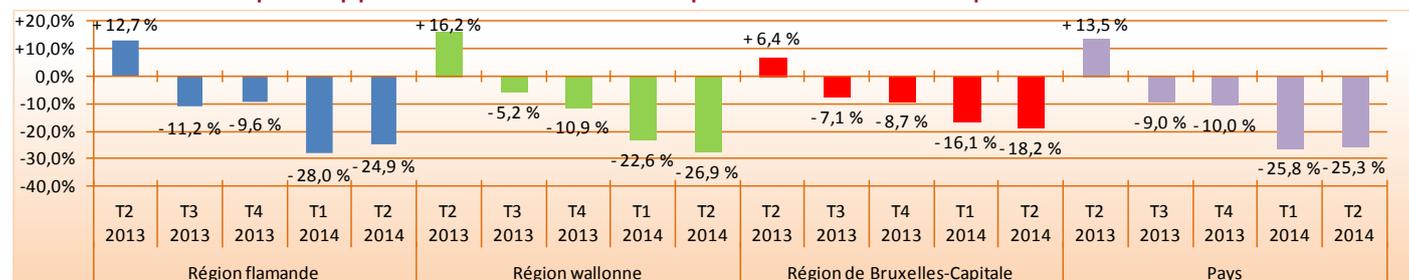
Tableau 4

Evolution des chômeurs temporaires par région en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	97 184	50 354	6 215	153 753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69 716	37 444	5 007	112 167		T2	100	100	100	100
	T3	61 041	34 522	3 874	99 438		T3	100	100	100	100
	T4	71 883	38 299	4 255	114 437		T4	100	100	100	100
	Année	74 956	40 155	4 838	119 949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101 974	51 667	6 381	160 021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74 597	41 352	5 009	120 958		T2	107	110	100	108
	T3	70 485	33 961	4 025	108 471		T3	115	98	104	109
	T4	96 909	47 761	4 826	149 496		T4	135	125	113	131
	Année	85 991	43 685	5 060	134 737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186 704	84 301	8 637	279 643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153 217	68 302	7 412	228 931		T2	220	182	148	204
	T3	103 057	48 219	5 791	157 067		T3	169	140	149	158
	T4	112 773	58 388	6 656	177 817		T4	157	152	156	155
	Année	138 938	64 802	7 124	210 864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164 447	82 015	9 651	256 113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104 678	55 343	7 728	167 749		T2	150	148	154	150
	T3	76 246	40 348	5 976	122 569		T3	125	117	154	123
	T4	88 493	51 436	6 784	146 713		T4	123	134	159	128
	Année	108 466	57 285	7 535	173 286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117 140	65 083	8 800	191 023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78 624	43 910	7 379	129 912		T2	113	117	147	116
	T3	71 370	38 567	6 026	115 963		T3	117	112	156	117
	T4	77 384	42 823	6 284	126 491		T4	108	112	148	111
	Année	86 129	47 596	7 122	140 847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131 133	67 190	9 233	207 555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98 535	51 166	7 926	157 626		T2	141	137	158	141
	T3	79 908	42 343	6 588	128 839		T3	131	123	170	130
	T4	92 135	52 740	6 464	151 338		T4	128	138	152	132
	Année	100 428	53 360	7 552	161 340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154 753	78 068	9 720	242 541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111 082	59 437	8 434	178 953		T2	159	159	168	160
	T3	70 959	40 153	6 121	117 233		T3	116	116	158	118
	T4	83 257	47 009	5 899	136 165		T4	116	123	139	119
	Année	105 013	56 167	7 544	168 723		Année	140	140	156	141
2014	T1	111 494	60 431	8 160	180 085	2014	T1	115	120	131	117
	T2	83 412	43 437	6 897	133 746		T2	120	116	138	119

Graphique 6

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le début de l'année 2008, on observe, à chaque fois par rapport au trimestre équivalent de l'année précédente, une augmentation du chômage temporaire. Cette hausse se marque nettement à partir du 4^{ème} trimestre pour culminer au 2^{ème} trimestre 2009. Elle diminue ensuite progressivement avec un léger rebond au premier trimestre 2010 influencé aussi par l'hiver rigoureux qui a pour conséquence d'augmenter le recours au chômage temporaire pour intempéries.

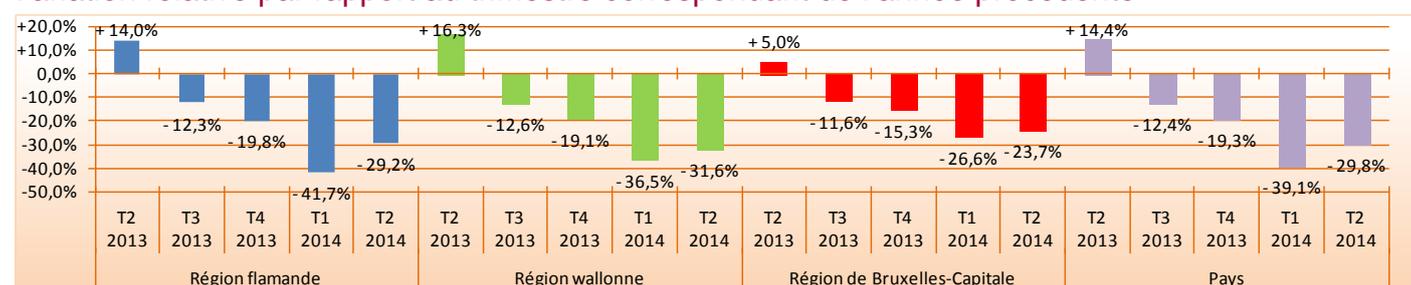
Ensuite, on observe à nouveau une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2012 qui peut s'expliquer par l'évolution économique défavorable mais aussi par les intempéries au premier semestre. Aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2012, on enregistre à chaque fois une hausse par rapport au trimestre correspondant de 2011. Par rapport à l'année 2011, on note en 2012 une augmentation de 15 %. La combinaison des effets de la conjoncture et des intempéries survenues au cours de l'hiver a engendré une hausse considérable du chômage temporaire durant le 1^{er} trimestre 2013 : + 16,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et durant le 2^{ème} trimestre 2013 : + 13,5 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2012. Ce dernier pourcentage est toutefois plus bas que celui des 2 précédents trimestres et que la moyenne d'augmentation observée en 2012 (+ 15 %). Au 3^{ème} et au 4^{ème} trimestre 2013, la tendance s'inverse. On note, en effet, du fait d'une conjoncture un peu meilleure et de conditions météorologiques plus favorables, une baisse de 9 % du chômage temporaire entre le 3^{ème} trimestre de 2012 et le 3^{ème} trimestre de 2013 et de 10 % entre le 4^{ème} trimestre 2012 et le 4^{ème} trimestre 2013. Cette évolution favorable est toujours de mise durant les 1^{er} et 2^{ème} trimestres de 2014 qui connaissent une diminution de plus de 25 % par rapport aux mêmes trimestres de 2013. Cette baisse importante est essentiellement due à des conditions climatiques particulièrement favorables durant le 1^{er} semestre de 2014. Mais on observe également une diminution sensible du chômage temporaire pour raisons économiques (voir point 2.3 ci-après).

2.2 En unités budgétaires

Tableau 5
Evolution des chômeurs temporaires par région en unités budgétaires

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	23 661	16 341	2 087	42 089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14 931	10 849	1 672	27 452		T2	100	100	100	100
	T3	12 372	9 549	1 455	23 376		T3	100	100	100	100
	T4	14 742	10 726	1 468	26 936		T4	100	100	100	100
	Année	16 427	11 866	1 670	29 963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22 708	15 892	2 091	40 691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15 596	11 254	1 689	28 539		T2	104	104	101	104
	T3	13 826	9 091	1 449	24 366		T3	112	95	100	104
	T4	21 221	13 063	1 642	35 926		T4	144	122	112	133
	Année	18 338	12 325	1 718	32 381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54 960	31 368	2 987	89 315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40 139	21 249	2 440	63 828		T2	269	196	146	233
	T3	24 560	14 534	1 935	41 029		T3	199	152	133	176
	T4	27 624	18 262	2 206	48 092		T4	187	170	150	179
	Année	36 821	21 353	2 392	60 566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50 973	33 122	3 481	87 577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24 027	16 583	2 419	43 029		T2	161	153	145	157
	T3	16 394	11 962	1 892	30 248		T3	133	125	130	129
	T4	19 363	15 738	2 075	37 176		T4	131	147	141	138
	Année	27 689	19 351	2 467	49 507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30 777	22 232	2 709	55 717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16 842	12 255	1 973	31 070		T2	113	113	118	113
	T3	14 141	10 699	1 746	26 586		T3	114	112	120	114
	T4	16 199	12 241	1 768	30 208		T4	110	114	120	112
	Année	19 490	14 357	2 049	35 895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34 851	23 800	2 727	61 378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20 023	13 760	2 079	35 862		T2	134	127	124	131
	T3	15 783	11 254	1 870	28 908		T3	128	118	129	124
	T4	20 917	14 941	1 841	37 699		T4	142	139	125	140
	Année	22 894	15 939	2 129	40 962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43 154	28 725	3 000	74 879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22 833	16 004	2 183	41 020		T2	153	148	131	149
	T3	13 841	9 839	1 653	25 333		T3	112	103	114	108
	T4	16 774	12 086	1 560	30 420		T4	114	113	106	113
	Année	24 151	16 664	2 099	42 913		Année	147	140	126	143
2014	T1	25 157	18 250	2 203	45 610	2014	T1	106	112	106	108
	T2	16 174	10 941	1 666	28 781		T2	108	101	100	105

Graphique 7
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires (équivalents temps plein). L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

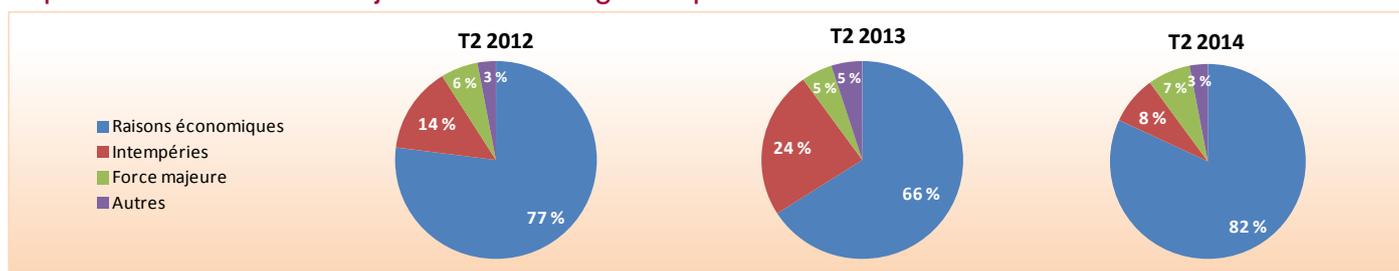
Entre 2011 et 2012, cette tendance s'est inversée. L'augmentation en unités budgétaires est de 14,1 % entre 2011 et 2012 contre 14,5 % en unités physiques. Entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013, avec la conjoncture défavorable, la tendance s'est à nouveau inversée conjointement à une progression importante du chômage temporaire : + 22,0 % en unités budgétaires et + 16,9 % en unités physiques. Dans une moindre mesure, on peut faire la même constatation pour le 2^{ème} trimestre 2013 : à un an d'intervalle, + 14,4 % en unités budgétaires et + 13,5 % en unités physiques. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2012, la diminution de 12,4 % en unités budgétaires au 3^{ème} trimestre 2013 est encore plus prononcée qu'en unités physiques (- 9 %) ce qui tendrait à confirmer l'effet de l'amélioration de la conjoncture. C'est encore davantage le cas lorsqu'on compare le dernier trimestre de l'année 2013 avec celui de 2012 et les 2 premiers trimestres 2014 avec les trimestres équivalents de 2013. On note, en effet, une diminution de 25,8 % en unités physiques et de 39,1 % en unités budgétaires entre le 1^{er} trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2014 et une baisse de 25,3 % en unités physiques et de 29,8 % en unités budgétaires entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le 2^{ème} trimestre 2014. Durant le 2^{ème} trimestre 2014, la baisse en unités budgétaires est la plus forte en Région wallonne : - 31,6 % contre - 29,2 % en Région flamande et - 23,7 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.

2.3

Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)

Graphique 8

Répartition du nombre de jours de chômage temporaire selon le motif³



Comme pour le 1^{er} trimestre 2014, on constate, à un an d'intervalle, pour le 2^{ème} trimestre 2014, un recul substantiel (- 16 points pourcent) du poids du chômage temporaire pour intempéries dans la totalité des jours indemnisés en chômage temporaire.

Dès lors, le chômage temporaire pour raisons économiques a vu sa part passer de 66 % au 2^{ème} trimestre 2013 à 82 % au 2^{ème} trimestre 2014.

Tableau 6

Evolution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le motif (2^{ème} trimestre)

T2	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	Total
2011	2 014 962	155 666	162 321	81 468	2 414 417
2012	2 138 604	377 770	164 749	92 420	2 773 543
2013	2 103 690	748 355	163 381	152 941	3 168 368
2014*	1 832 805	181 384	159 564	78 406	2 252 159
Evol. 2013 - 2014	- 12,9 %	- 75,8 %	- 2,3 %	- 48,7 %	- 28,9 %

Nonobstant l'augmentation de la part du chômage temporaire pour raisons économiques et comme c'était déjà le cas au 1^{er} trimestre 2014, celui-ci a néanmoins diminué (- 12,9 %) si l'on considère le nombre de jours indemnisés pour ce motif durant le 2^{ème} trimestre 2014 par rapport au même trimestre en 2013. Le nombre de jours indemnisés pour motif d'intempéries a, quant à lui, baissé de près de 76 % dans le même intervalle.

³ Pour T2 2012 et T2 2013, il s'agit de données après vérification tandis que pour T2 2014, il s'agit de données avant vérification.

2.4

Dont suspension employés

Tableau 7

Evolution de la suspension de crise « employés » en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	T3	1 175	691	112	1 977
	T4	4 865	2 412	400	7 678
	Année	3 020	1 552	256	4 828
2010	T1	5 031	2 487	525	8 043
	T2	4 063	2 004	243	6 310
	T3	1 747	608	103	2 459
	T4	726	411	48	1 185
	Année	2 892	1 378	230	4 499
2011	T1	875	484	59	1 418
	T2	1 050	494	60	1 604
	T3	1 043	292	40	1 375
	T4	815	397	41	1 253
	Année	946	417	50	1 413
2012	T1	867	518	41	1 426
	T2	998	556	35	1 588
	T3	898	334	30	1 262
	T4	952	813	20	1 784
	Année	929	555	31	1 515
2013	T1	1 454	827	31	2 312
	T2	1 747	1 106	71	2 924
	T3	1 350	769	64	2 183
	T4	1 098	795	54	1 946
	Année	1 412	874	55	2 341
2014	T1	1 072	744	56	1 872
	T2	957	608	46	1 611

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises avec des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire a chuté de manière drastique. En 2011, le nombre de paiements mensuels moyens s'est stabilisé à un niveau nettement inférieur à celui de 2010.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle concernant la suspension de crise qui n'a pas été prolongée au-delà du 31 décembre 2011 mais en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent. On a connu une stabilisation durant les 3 premiers trimestres de 2012 par rapport aux 3 premiers trimestres de 2011. Cette stabilisation ne s'est plus confirmée pour le 4^{ème} trimestre 2012 et encore moins pour les 2 premiers trimestres de 2013. La conjoncture défavorable s'est donc également fait ressentir à travers la forte hausse des suspensions employés : + 62 % entre le 1^{er} trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012, + 83,9 % entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012. Depuis l'introduction de la mesure, c'est au 2^{ème} trimestre 2013, que le nombre de suspensions de contrats de travail pour employés est le plus élevé : 2 924 suspensions. Au cours des 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2013, on note encore une hausse relative : + 72,9 % de T3 2012 à T3 2013 et + 9,1 % de T4 2012 à T4 2013. Ces augmentations ne se retrouvent plus en 2014 qui enregistre au 1^{er} trimestre une baisse de 19 % par rapport au trimestre équivalent de 2013 et une diminution atteignant pas moins de 45 % au 2^{ème} trimestre par rapport au même trimestre de 2013.

2.5

Evolution du chômage temporaire par branche d'activité

Tableau 8

Evolution des chômeurs temporaires par branche d'activité en unités budgétaires

Secteur	T2 2007		T2 2013		T2 2014		Evol. T2 2007 - T2 2014	Evol. T2 2013 - T2 2014
Agriculture, sylviculture et pêche	482	1,8 %	687	1,7 %	325	1,1 %	- 32,7 %	- 52,7 %
Extraction de minerais	375	1,4 %	579	1,4 %	263	0,9 %	- 30,0 %	- 54,6 %
Industrie	8 895	32,4 %	13 052	31,8 %	9 438	32,8 %	+ 6,1 %	- 27,7 %
dont :								
<i>fabrication de produits non métalliques</i>	144	0,5 %	351	0,9 %	221	0,8 %	+ 53,3 %	- 37,2 %
<i>industrie du verre</i>	112	0,4 %	260	0,6 %	223	0,8 %	+ 99,4 %	- 14,3 %
<i>industrie chimique</i>	400	1,5 %	692	1,7 %	463	1,6 %	+ 15,7 %	- 33,2 %
<i>fabrication de produits en métal</i>	229	0,8 %	552	1,3 %	242	0,8 %	+ 5,6 %	- 56,2 %
<i>fabrication de machines/de matériel mécanique</i>	2 246	8,2 %	5 311	12,9 %	3 790	13,2 %	+ 68,8 %	- 28,6 %
<i>construction de machines de bureau</i>	537	2,0 %	911	2,2 %	691	2,4 %	+ 28,7 %	- 24,1 %
<i>construction d'automobiles</i>	113	0,4 %	140	0,3 %	165	0,6 %	+ 46,3 %	+ 17,9 %
<i>fabrication d'instr. de précision/d'optique</i>	3	0,0 %	2	0,0 %	1	0,0 %	- 61,1 %	- 46,4 %
<i>produits alimentaires, industrie des boissons</i>	1 223	4,5 %	1 178	2,9 %	1 043	3,6 %	- 14,7 %	- 11,5 %
<i>industrie du tabac</i>	18	0,1 %	18	0,0 %	14	0,1 %	- 19,2 %	- 19,0 %
<i>industrie du textile</i>	1 751	6,4 %	1 429	3,5 %	1 083	3,8 %	- 38,2 %	- 24,2 %
<i>industrie du cuir</i>	44	0,2 %	34	0,1 %	28	0,1 %	- 35,5 %	- 17,1 %
<i>industrie de la chaussure</i>	13	0,0 %	5	0,0 %	4	0,0 %	- 68,6 %	- 24,2 %
<i>industrie de l'habillement</i>	825	3,0 %	561	1,4 %	370	1,3 %	- 55,1 %	- 34,0 %
<i>industrie du bois/fabrication de meubles</i>	601	2,2 %	932	2,3 %	597	2,1 %	- 0,8 %	- 36,0 %
<i>industrie du papier</i>	189	0,7 %	270	0,7 %	223	0,8 %	+ 17,8 %	- 17,4 %
<i>imprimerie/édition</i>	192	0,7 %	281	0,7 %	191	0,7 %	- 0,0 %	- 31,9 %
<i>industrie du caoutchouc</i>	5	0,0 %	8	0,0 %	5	0,0 %	+ 9,9 %	- 36,1 %
<i>fabrication de produits en plastique</i>	1	0,0 %	1	0,0 %	1	0,0 %	- 17,4 %	- 38,6 %
<i>industrie du diamant</i>	231	0,8 %	96	0,2 %	71	0,2 %	- 69,4 %	- 26,4 %
<i>autres industries manufacturières</i>	19	0,1 %	17	0,0 %	11	0,0 %	- 38,8 %	- 33,5 %
Construction	8 300	30,2 %	10 858	26,5 %	7 003	24,3 %	- 15,6 %	- 35,5 %
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	21	0,1 %	25	0,1 %	19	0,1 %	- 6,2 %	- 23,6 %
Commerce, banques et assurances	908	3,3 %	1 084	2,6 %	791	2,7 %	- 12,9 %	- 27,0 %
Transports et communications	701	2,6 %	1 263	3,1 %	909	3,2 %	+ 29,7 %	- 28,1 %
dont :								
<i>dockers</i>	86	0,3 %	153	0,4 %	92	0,3 %	+ 7,5 %	- 39,7 %
Services	6 143	22,4 %	10 541	25,7 %	7 996	27,8 %	+ 30,2 %	- 24,1 %
dont :								
<i>horeca</i>	1 333	4,9 %	1 330	3,2 %	969	3,4 %	- 27,3 %	- 27,2 %
<i>réparation de biens de consommation et de véhicules</i>	236	0,9 %	290	0,7 %	249	0,9 %	+ 5,8 %	- 13,9 %
<i>services fournis aux entreprises</i>	1 349	4,9 %	3 187	7,8 %	2 408	8,4 %	+ 78,5 %	- 24,5 %
<i>administration publique générale</i>	216	0,8 %	357	0,9 %	281	1,0 %	+ 29,9 %	- 21,2 %
<i>enseignement</i>	56	0,2 %	78	0,2 %	73	0,3 %	+ 31,4 %	- 6,3 %
<i>santé publique et services vétérinaires</i>	224	0,8 %	198	0,5 %	153	0,5 %	- 31,7 %	- 22,7 %
<i>autres activités de services</i>	142	0,5 %	209	0,5 %	167	0,6 %	+ 17,3 %	- 20,3 %
<i>autres services</i>	2 587	9,4 %	4 891	11,9 %	3 696	12,8 %	+ 42,9 %	- 24,4 %
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	1 627	5,9 %	2 933	7,1 %	2 037	7,1 %	+ 25,2 %	- 30,5 %
Total	27 452	100 %	41 020	100 %	28 781	100 %	+ 4,8 %	- 29,8 %

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2013, le chômage temporaire (exprimé en unités budgétaires) enregistré durant le 2^{ème} trimestre 2014 a connu une diminution de presque 30 %. Cette baisse (sous l'influence notamment des bonnes conditions climatiques) ne fait que confirmer la tendance déjà enregistrée durant le 1^{er} trimestre.

La diminution atteint les 35,5 % dans le secteur de la construction. Elle se retrouve aussi dans tous les autres secteurs ce qui indique que d'autres facteurs positifs ont également eu un certain effet. La diminution est de 27,7 % dans l'industrie et de 24,1 % dans les services fournis aux entreprises.

3

Evolution des créations et des disparitions d'entreprises

3.1

Evolution des faillites⁴

3.1.1

Avec ou sans perte d'emplois

Tableau 9

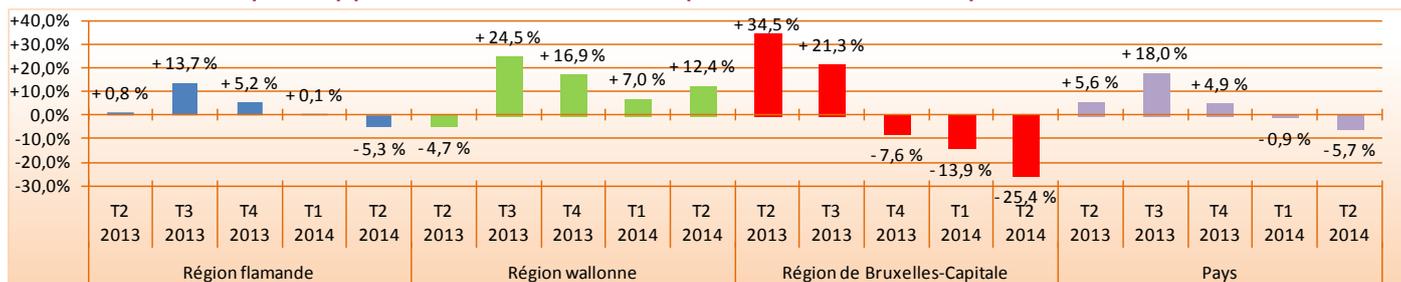
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec ou sans personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	1 001	547	373	8	1 930	2007	T1	100	100	100	100
	T2	952	580	416	12	1 962		T2	100	100	100	100
	T3	727	400	308	2	1 440		T3	100	100	100	100
	T4	1 003	634	424	17	2 080		T4	100	100	100	100
	Année	3 683	2 161	1 521	39	7 412		Année	100	100	100	100
2008	T1	946	588	417	6	1 957	2008	T1	95	107	112	101
	T2	1 061	658	472	16	2 209		T2	111	113	113	113
	T3	858	450	446	6	1 765		T3	118	113	145	123
	T4	1 143	669	494	7	2 315		T4	114	106	117	111
	Année	4 008	2 365	1 829	35	8 246		Année	109	109	120	111
2009	T1	1 307	737	418	6	2 468	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1 197	687	471	7	2 364		T2	126	118	113	120
	T3	875	567	433	4	1 882		T3	120	142	141	131
	T4	1 253	678	499	4	2 438		T4	125	107	118	117
	Année	4 632	2 669	1 821	21	9 152		Année	126	124	120	123
2010	T1	1 332	715	506	7	2 562	2010	T1	133	131	136	133
	T2	1 305	720	474	5	2 507		T2	137	124	114	128
	T3	1 027	586	435	6	2 057		T3	141	147	141	143
	T4	1 185	699	535	6	2 425		T4	118	110	126	117
	Année	4 849	2 720	1 950	24	9 551		Année	132	126	128	129
2011	T1	1 327	773	497	8	2 610	2011	T1	133	141	133	135
	T2	1 207	783	565	8	2 567		T2	127	135	136	131
	T3	1 015	653	468	5	2 141		T3	140	163	152	149
	T4	1 281	741	783	5	2 818		T4	128	117	185	135
	Année	4 830	2 950	2 313	26	10 136		Année	131	137	152	137
2012	T1	1 321	767	475	2	2 567	2012	T1	132	140	127	133
	T2	1 401	785	525	4	2 719		T2	147	135	126	139
	T3	1 103	600	540	3	2 255		T3	152	150	175	157
	T4	1 505	797	709	5	3 025		T4	150	126	167	145
	Année	5 330	2 949	2 249	14	10 566		Année	145	136	148	143
2013	T1	1 450	934	632	6	3 023	2013	T1	145	171	169	157
	T2	1 412	748	706	2	2 872		T2	148	129	170	146
	T3	1 254	747	655	10	2 661		T3	172	187	213	185
	T4	1 584	932	655	1	3 172		T4	158	147	154	153
	Année	5 700	3 361	2 648	19	11 728		Année	155	156	174	158
2014	T1	1 452	999	544	0	2 995	2014	T1	145	183	146	155
	T2	1 337	841	527	2	2 707		T2	140	145	127	138

⁴ Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

Graphique 9

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



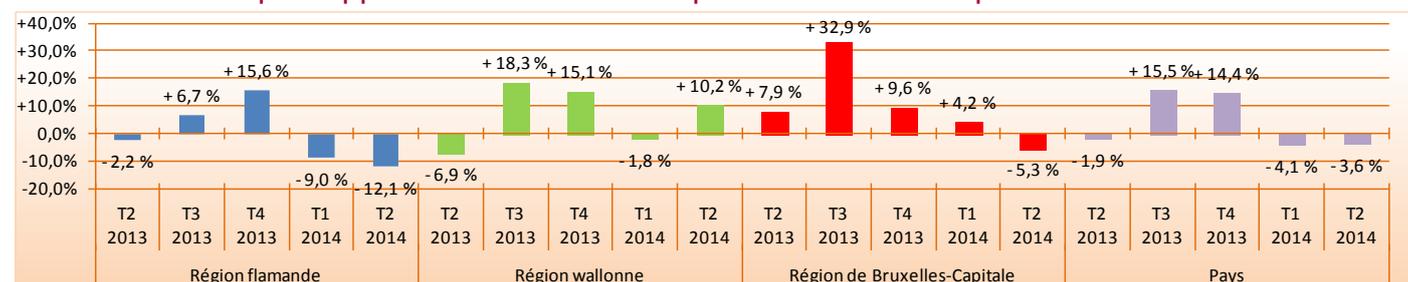
Entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le 2^{ème} trimestre 2014, on enregistre une plus nette diminution du nombre de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel au niveau du pays que le trimestre précédent (- 5,7 % contre - 0,9 %). Cela est surtout dû à la forte baisse relevée en Région de Bruxelles-Capitale qui atteint à elle seule 25,4 %. Cette baisse se retrouve également en Région flamande avec environ - 5 %. A l'inverse, on ne retrouve pas cette tendance baissière en Région wallonne où le nombre de faillites augmente de 12,4 %.

3.1.2 Avec perte d'emplois

Tableau 10
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	368	242	131	741	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	255	158	788		T2	100	100	100	100
	T3	261	194	119	574		T3	100	100	100	100
	T4	354	282	132	768		T4	100	100	100	100
	Année	1 358	973	540	2 871		Année	100	100	100	100
2008	T1	353	250	147	750	2008	T1	96	103	112	101
	T2	403	280	133	816		T2	107	110	84	104
	T3	321	196	164	681		T3	123	101	138	119
	T4	417	306	167	890		T4	118	109	127	116
	Année	1 494	1 032	611	3 137		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	319	153	967	2009	T1	135	132	117	130
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	131	139	129	133
	T4	463	296	183	942		T4	131	105	139	123
	Année	1 778	1 177	646	3 601		Année	131	121	120	125
2010	T1	479	319	164	962	2010	T1	130	132	125	130
	T2	460	307	174	941		T2	123	120	110	119
	T3	390	263	174	827		T3	149	136	146	144
	T4	428	310	162	900		T4	121	110	123	117
	Année	1 757	1 199	674	3 630		Année	129	123	125	126
2011	T1	482	335	141	958	2011	T1	131	138	108	129
	T2	453	369	145	967		T2	121	145	92	123
	T3	357	299	152	808		T3	137	154	128	141
	T4	437	341	244	1 022		T4	123	121	185	133
	Année	1 729	1 344	682	3 755		Année	127	138	126	131
2012	T1	506	361	174	1 041	2012	T1	138	149	133	140
	T2	500	346	191	1 037		T2	133	136	121	132
	T3	402	278	158	838		T3	154	143	133	146
	T4	507	351	178	1 036		T4	143	124	135	135
	Année	1 915	1 336	701	3 952		Année	141	137	130	138
2013	T1	523	440	192	1 155	2013	T1	142	182	147	156
	T2	489	322	206	1 017		T2	130	126	130	129
	T3	429	329	210	968		T3	164	170	176	169
	T4	586	404	195	1 185		T4	166	143	148	154
	Année	2 027	1 495	803	4 325		Année	149	154	149	151
2014	T1	476	432	200	1 108	2014	T1	129	179	153	150
	T2	430	355	195	980		T2	115	139	123	124

Graphique 10
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant du personnel suit la même tendance baissière : - 3,6 % en T2 2014 par rapport à T2 2013. Cette baisse n'apparaît qu'en Région flamande (- 12,1 %) et en Région de Bruxelles-Capitale (- 5,3 %) et pas en Région wallonne (+ 10,2 %). Toutes régions confondues, on enregistre 980 faillites d'entreprises occupant du personnel en T2 2014.

3.1.3

Emplois perdus à la suite de faillites

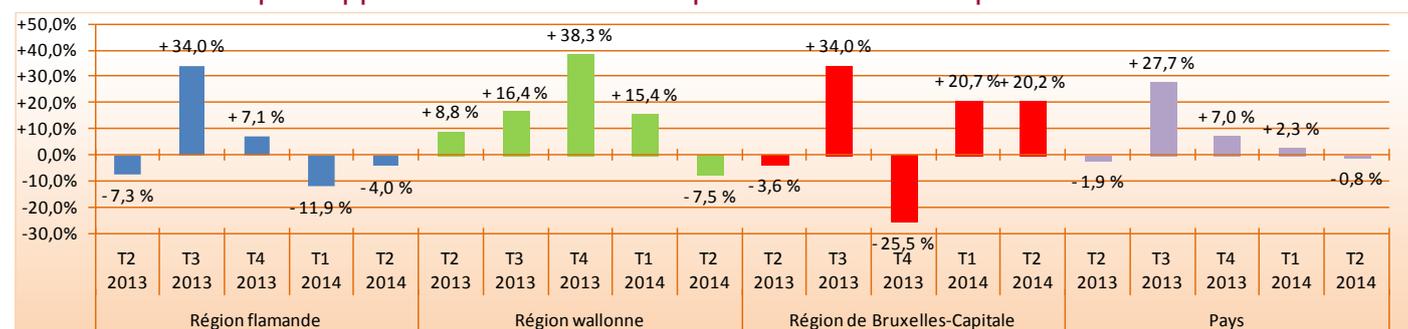
Tableau 11

Evolution du nombre d'emplois perdus par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	2 639	1 978	1 286	5 903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2 373	2 351	1 251	5 975		T2	100	100	100	100
	T3	1 775	1 613	768	4 156		T3	100	100	100	100
	T4	2 622	1 700	695	5 017		T4	100	100	100	100
	Année	9 409	7 642	4 000	21 051		Année	100	100	100	100
2008	T1	2 976	1 746	1 143	5 865	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2 286	1 794	1 069	5 149		T2	96	76	85	86
	T3	2 249	1 671	852	4 772		T3	127	104	111	115
	T4	3 225	2 153	912	6 290		T4	123	127	131	125
	Année	10 736	7 364	3 976	22 076		Année	114	96	99	105
2009	T1	3 704	1 912	920	6 536	2009	T1	140	97	72	111
	T2	3 323	2 249	1 074	6 646		T2	140	96	86	111
	T3	1 966	1 757	870	4 593		T3	111	109	113	111
	T4	2 378	1 901	1 660	5 939		T4	91	112	239	118
	Année	11 371	7 819	4 524	23 714		Année	121	102	113	113
2010	T1	3 060	2 845	1 035	6 940	2010	T1	116	144	80	118
	T2	2 804	2 162	872	5 838		T2	118	92	70	98
	T3	2 251	1 731	1 017	4 999		T3	127	107	132	120
	T4	2 809	2 104	898	5 811		T4	107	124	129	116
	Année	10 924	8 842	3 822	23 588		Année	116	116	96	112
2011	T1	3 391	2 441	1 336	7 168	2011	T1	128	123	104	121
	T2	3 067	2 284	964	6 315		T2	129	97	77	106
	T3	2 638	1 576	1 434	5 648		T3	149	98	187	136
	T4	2 693	2 173	1 487	6 353		T4	103	128	214	127
	Année	11 789	8 474	5 221	25 484		Année	125	111	131	121
2012	T1	2 990	3 123	1 224	7 337	2012	T1	113	158	95	124
	T2	3 633	2 050	1 282	6 965		T2	153	87	102	117
	T3	2 435	1 828	880	5 143		T3	137	113	115	124
	T4	4 331	1 912	1 853	8 096		T4	165	112	267	161
	Année	13 389	8 913	5 239	27 541		Année	142	117	131	131
2013	T1	4 096	2 691	1 234	8 021	2013	T1	155	136	96	136
	T2	3 368	2 231	1 236	6 835		T2	142	95	99	114
	T3	3 264	2 127	1 179	6 570		T3	184	132	154	158
	T4	4 639	2 645	1 380	8 664		T4	177	156	199	173
	Année	15 367	9 694	5 029	30 090		Année	163	127	126	143
2014	T1	3 610	3 106	1 489	8 205	2014	T1	137	157	116	139
	T2	3 232	2 064	1 486	6 782		T2	136	88	119	114

Graphique 11

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



La perte d'emplois à la suite de faillites au niveau du pays enregistre une légère diminution en T2 2014 (- 0,8 %). Le nombre d'emplois perdus a diminué aussi bien en Région wallonne (- 7,5 %) qu'en Région flamande (- 4 %) mais a augmenté en Région de Bruxelles-Capitale (+ 20,2 %).

3.2

Evolution des licenciements collectifs

Tableau 12

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif per région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	
2010	Année	6 134	1 196	5 687	13 017	2010	Année	100	100	100	100	
2011	T1	1 168	344	518	2 030	2011	T1	100	100	100	100	
	T2	563	577	154	1 294		T2	100	100	100	100	
	T3	494	355	486	1 335		T3	100	100	100	100	
	T4	1 406	239	351	1 996		T4	100	100	100	100	
	Année	3 631	1 515	1 509	6 655		Année	59	127	27	51	
2012	T1	1 687	1 233	211	3 131	2012	T1	144	358	41	154	
	T2	1 837	377	107	2 321		T2	326	65	69	179	
	T3	627	118	285	1 030		T3	127	33	59	77	
	T4	8 079	1 811	335	10 225		T4	575	758	95	512	
	Année	12 230	3 539	938	16 707		Année	199	296	16	128	
2013	T1	901	3 336	436	4 673	2013	T1	77	970	84	230	
	T2	1 124	559	364	2 047		T2	200	97	236	158	
	T3	804	74	93	971		T3	163	21	19	73	
	T4	930	154	90	1 174		T4	66	64	26	59	
	Année	3 759	4 123	983	8 865		Année	61	345	17	68	
2014	T1	1 246	1 189	14	2 449	2014	T1	107	346	3	121	
	T2	1 708	234	2 986	4 928		T2	303	41	1 939	381	
							2013	T2	100	100	100	100
							2014	T2	152	42	820	241

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif a atteint un sommet en 2012 : 16 707 personnes contre 13 017 en 2010. En 2013 avec 8 865 travailleurs concernés, ce nombre a été presque divisé par 2.

La situation est différente selon la région et le nombre d'annonces de licenciement collectif ne suit pas nécessairement une évolution cyclique. Il est donc très difficile de trouver de vraies tendances.

Au 2^{ème} trimestre 2014, on note, à un an d'écart, un doublement des annonces de licenciement collectif pour le pays avec une forte augmentation en Région de Bruxelles-Capitale. Les annonces de licenciement collectif de la chaîne de magasins AD Delhaize ont, entre autres, été effectuées durant cette période. Cette augmentation est également liée au fait que les sièges sociaux de bon nombre d'entreprises sont souvent localisés à Bruxelles. En Wallonie, à l'inverse, le nombre d'annonces a baissé de plus de la moitié.

Tableau 13

Evolution du nombre de travailleurs concernés par une notification d'un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	
2010	Année	6 394	1 143	5 325	12 862	2010	Année	100	100	100	100	
2011	T1	1 149	215	186	1 550	2011	T1	100	100	100	100	
	T2	838	860	100	1 798		T2	100	100	100	100	
	T3	340	156	559	1 055		T3	100	100	100	100	
	T4	363	254	634	1 251		T4	100	100	100	100	
	Année	2 690	1 485	1 479	5 654		Année	42	130	28	44	
2012	T1	1 174	213	310	1 697	2012	T1	102	99	167	109	
	T2	1 272	147	31	1 450		T2	152	17	31	81	
	T3	1 079	1 200	225	2 504		T3	317	769	40	237	
	T4	1 259	1 039	95	2 393		T4	347	409	15	191	
	Année	4 784	2 599	661	8 044		Année	75	227	12	63	
2013	T1	1 379	1 710	322	3 411	2013	T1	120	795	173	220	
	T2	1 031	582	108	1 721		T2	123	68	108	96	
	T3	5 830	94	138	6 062		T3	1 715	60	25	575	
	T4	1 132	3 011	374	4 517		T4	312	1 185	59	361	
	Année	9 372	5 397	942	15 711		Année	147	472	18	122	
2014	T1	652	25	33	710	2014	T1	57	12	18	46	
	T2	1 735	873	348	2 956		T2	207	102	348	164	
							2013	T2	100	100	100	100
							2014	T2	168	150	322	172

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La notification clôture la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976 et circonscrit les travailleurs réellement touchés par un licenciement collectif. Le nombre de travailleurs concernés par une notification de licenciement collectif en 2012 était resté en-deçà du chiffre de 2010 (8 044 contre 12 862). Le nombre particulièrement élevé de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif en 2012 s'est traduit en une forte hausse du nombre de notifications en 2013, en l'occurrence 15 711 soit, plus du double qu'en 2012. Ces notifications faisaient suite essentiellement à la restructuration de 5 grandes entreprises : Duferco Belgium SA et NMLK La Louvière durant le 1^{er} trimestre, Ford Genk et ses sous-traitants directs durant le 3^{ème} trimestre ainsi qu'Arcelor Mittal et Caterpillar durant le 4^{ème} trimestre.

La baisse du nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement en 2013 laissait présager une amélioration de la situation ; malgré ce constat, on enregistre en T2 014 une hausse du nombre de notifications de licenciement collectif : 2 956 travailleurs.

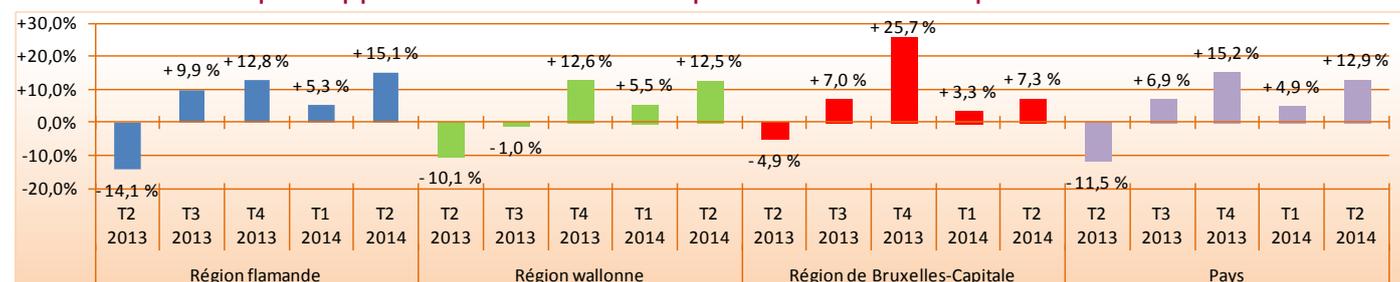
En mai et juin, un certain nombre de licenciements collectifs ont été notifiés comme Saint-Gobain (329 licenciements annoncés mais en fin de compte 327 licenciements notifiés) et Hewlett-Packard (300 licenciements notifiés sur les 310 annoncés précédemment).

3.3 Evolution des créations d'entreprises

Tableau 14
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand⁵

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	4 465	1 579	1 331	1	7 376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3 904	1 438	1 266	3	6 611		T2	100	100	100	100
	T3	3 563	1 269	1 073	0	5 905		T3	100	100	100	100
	T4	4 778	1 616	1 440	3	7 837		T4	100	100	100	100
	Année	16 710	5 902	5 110	7	27 729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4 702	1 675	1 224	4	7 605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4 383	1 579	1 274	22	7 258		T2	112	110	101	110
	T3	3 836	1 238	1 038	17	6 129		T3	108	98	97	104
	T4	4 558	1 526	1 190	8	7 282		T4	95	94	83	93
	Année	17 479	6 018	4 726	51	28 274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4 082	1 498	1 069	8	6 657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3 652	1 321	1 053	4	6 030		T2	94	92	83	91
	T3	3 563	1 216	903	3	5 685		T3	100	96	84	96
	T4	4 695	1 533	1 282	5	7 515		T4	98	95	89	96
	Année	15 992	5 568	4 307	20	25 887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4 802	1 634	1 261	6	7 703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4 082	1 583	1 135	8	6 808		T2	105	110	90	103
	T3	4 123	1 373	1 065	2	6 563		T3	116	108	99	111
	T4	5 202	1 792	1 361	2	8 357		T4	109	111	95	107
	Année	18 209	6 382	4 822	18	29 431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5 136	1 803	1 410	3	8 352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4 655	1 674	1 323	0	7 652		T2	119	116	105	116
	T3	4 138	1 476	1 204	4	6 822		T3	116	116	112	116
	T4	4 979	1 848	1 422	4	8 253		T4	104	114	99	105
	Année	18 908	6 801	5 359	11	31 079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4 514	1 647	1 287	5	7 453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3 643	1 391	1 155	4	6 193		T2	93	97	91	94
	T3	3 126	1 160	984	2	5 272		T3	88	91	92	89
	T4	3 376	1 314	1 134	1	5 825		T4	71	81	79	74
	Année	14 659	5 512	4 560	12	24 743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3 928	1 480	1 288	4	6 700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3 129	1 251	1 098	1	5 479		T2	80	87	87	83
	T3	3 435	1 148	1 053	1	5 637		T3	96	90	98	95
	T4	3 807	1 480	1 425	0	6 712		T4	80	92	99	86
	Année	14 299	5 359	4 864	6	24 528		Année	86	91	95	88
2014	T1	4 135	1 561	1 331	2	7 029	2014	T1	93	99	100	95
	T2	3 600	1 408	1 178	0	6 186		T2	92	98	93	94

Graphique 12
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : SPF Economie

Dans le pays comme dans chaque région, le nombre de créations d'entreprises dans le secteur marchand a augmenté en T2 2014.

⁵ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique ; il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

4

Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)

4.1

Par région

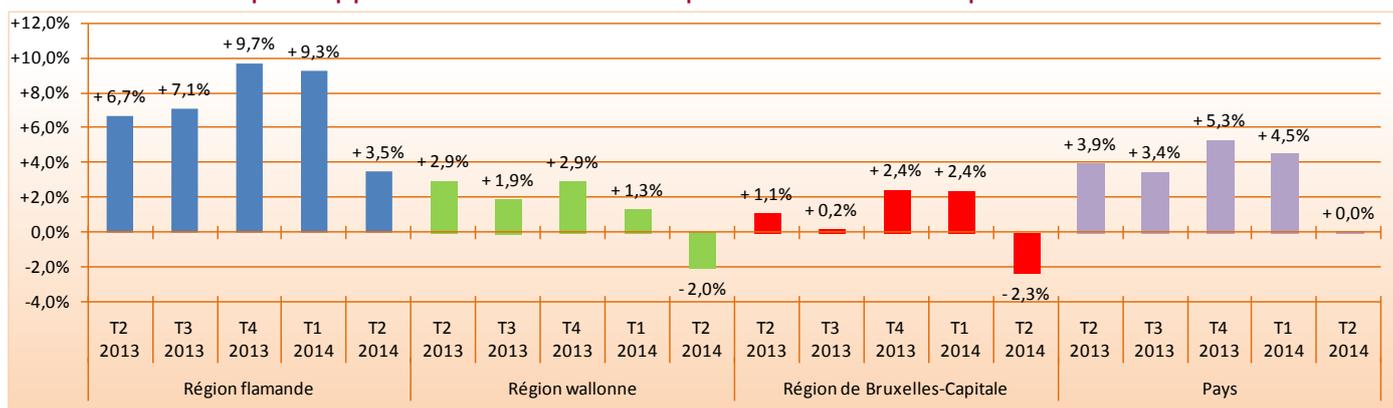
Tableau 15

Evolution des CCI-DE par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	163 712	209 692	72 109	445 513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	151 166	203 878	70 754	425 798		T2	100	100	100	100
	T3	152 344	209 182	72 801	434 326		T3	100	100	100	100
	T4	141 863	199 678	69 169	410 710		T4	100	100	100	100
	Année	152 271	205 607	71 208	429 087		Année	100	100	100	100
2008	T1	146 718	201 045	70 213	417 975	2008	T1	90	96	97	94
	T2	134 255	192 365	68 228	394 848		T2	89	94	96	93
	T3	139 604	197 000	69 479	406 083		T3	92	94	95	93
	T4	136 738	191 432	68 305	396 475		T4	96	96	99	97
	Année	139 329	195 460	69 056	403 845		Année	92	95	97	94
2009	T1	156 964	199 986	71 264	428 214	2009	T1	96	95	99	96
	T2	158 363	198 516	71 895	428 773		T2	105	97	102	101
	T3	166 258	205 710	74 886	446 855		T3	109	98	103	103
	T4	161 131	198 385	73 122	432 638		T4	114	99	106	105
	Année	160 679	200 649	72 792	434 120		Année	106	98	102	101
2010	T1	172 358	203 946	77 335	453 640	2010	T1	105	97	107	102
	T2	162 123	197 122	75 736	434 981		T2	107	97	107	102
	T3	162 037	201 307	77 215	440 560		T3	106	96	106	101
	T4	155 008	194 007	75 507	424 522		T4	109	97	109	103
	Année	162 882	199 096	76 448	438 426		Année	107	97	107	102
2011	T1	161 105	197 108	77 366	435 578	2011	T1	98	94	107	98
	T2	148 498	188 628	75 536	412 662		T2	98	93	107	97
	T3	152 514	195 432	77 206	425 152		T3	100	93	106	98
	T4	148 325	190 397	75 179	413 901		T4	105	95	109	101
	Année	152 610	192 891	76 322	421 823		Année	100	94	107	98
2012	T1	156 616	193 615	77 484	427 715	2012	T1	96	92	107	96
	T2	148 534	185 213	75 827	409 574		T2	98	91	107	96
	T3	151 545	191 307	77 251	420 103		T3	99	91	106	97
	T4	148 606	188 354	74 647	411 608		T4	105	94	108	100
	Année	151 325	189 622	76 302	417 250		Année	99	92	107	97
2013	T1	163 052	196 602	76 638	436 293	2013	T1	100	94	106	98
	T2	158 427	190 645	76 628	425 701		T2	105	94	108	100
	T3	162 262	194 933	77 397	434 592		T3	107	93	106	100
	T4	163 014	193 874	76 462	433 349		T4	115	97	111	106
	Année	161 689	194 014	76 781	432 484		Année	106	94	108	101
2014	T1	178 145	199 158	78 451	455 754	2014	T1	109	95	109	102
	T2	163 972	186 830	74 903	425 705		T2	108	92	106	100

Graphique 13

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi s'élève en moyenne au 2^{ème} trimestre 2014 à 425 705 unités. Alors que le trimestre précédent, l'augmentation sur une base annuelle s'élevait encore à 4,5 %, on enregistre au cours de ce trimestre une stagnation à un an d'intervalle (+ 0,0 % soit + 4 paiements).

Rappelons, pour l'interprétation de ces chiffres, que depuis janvier 2013, l'âge à partir duquel les chômeurs peuvent bénéficier de la dispense d'inscription comme demandeur d'emploi est passé de 58 à 60 ans (voir points 4.3 et 5.2 ci-après).

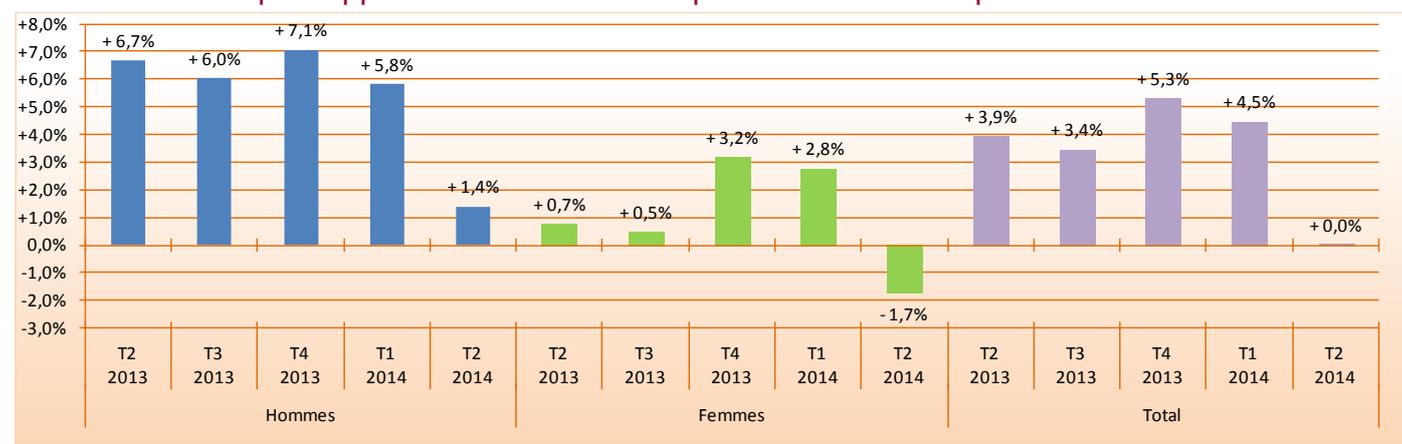
On note toutefois des différences selon les régions : une hausse de 3,5 % sur base annuelle en Région flamande (elle était de 9,3 % en T1 2014 ce qui indique une évolution positive) et des baisses en Région wallonne (- 2,0 %) et en Région de Bruxelles-Capitale (- 2,3 %).

4.2 Par sexe

Tableau 16
Evolution des CCI-DE par sexe

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	222 432	223 081	445 513	2007	T1	100	100	100
	T2	211 592	214 206	425 798		T2	100	100	100
	T3	214 108	220 218	434 326		T3	100	100	100
	T4	205 110	205 600	410 710		T4	100	100	100
	Année	213 310	215 776	429 087		Année	100	100	100
2008	T1	211 179	206 796	417 975	2008	T1	95	93	94
	T2	198 001	196 847	394 848		T2	94	92	93
	T3	202 490	203 593	406 083		T3	95	92	93
	T4	202 242	194 233	396 475		T4	99	94	97
	Année	203 478	200 367	403 845		Année	95	93	94
2009	T1	225 460	202 754	428 214	2009	T1	101	91	96
	T2	227 747	201 026	428 773		T2	108	94	101
	T3	236 942	209 912	446 855		T3	111	95	103
	T4	231 966	200 672	432 638		T4	113	98	105
	Année	230 529	203 591	434 120		Année	108	94	101
2010	T1	245 684	207 955	453 640	2010	T1	110	93	102
	T2	233 603	201 378	434 981		T2	110	94	102
	T3	233 859	206 701	440 560		T3	109	94	101
	T4	226 332	198 190	424 522		T4	110	96	103
	Année	234 870	203 556	438 426		Année	110	94	102
2011	T1	233 598	201 980	435 578	2011	T1	105	91	98
	T2	219 726	192 936	412 662		T2	104	90	97
	T3	225 026	200 126	425 152		T3	105	91	98
	T4	220 256	193 645	413 901		T4	107	94	101
	Année	224 651	197 172	421 823		Année	105	91	98
2012	T1	230 822	196 892	427 715	2012	T1	104	88	96
	T2	220 858	188 716	409 574		T2	104	88	96
	T3	225 168	194 936	420 103		T3	105	89	97
	T4	223 666	187 942	411 608		T4	109	91	100
	Année	225 128	192 122	417 250		Année	106	89	97
2013	T1	241 996	194 297	436 293	2013	T1	109	87	98
	T2	235 590	190 111	425 701		T2	111	89	100
	T3	238 730	195 861	434 592		T3	111	89	100
	T4	239 477	193 872	433 349		T4	117	94	106
	Année	238 949	193 535	432 484		Année	112	90	101
2014	T1	256 074	199 680	455 754	2014	T1	115	90	102
	T2	238 862	186 843	425 705		T2	113	87	100

Graphique 14
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage masculin et le chômage féminin évoluent de manière différente. Le chômage complet féminin est, en effet, moins sensible à l'évolution de la conjoncture. Il est d'ailleurs resté en deçà des 100 points sur toute la période, c-à-d sous le niveau d'avant la crise. Toutefois, en glissement annuel, le chômage complet féminin avait repris le chemin de la hausse depuis le 2^{ème} trimestre 2013 (+ 0,7 % en T2 2013, + 0,5 % en T3 2013, + 3,2 % en T4 2013 et + 2,8 % en T1 2014). Au 2^{ème} trimestre de cette année, il baisse de nouveau à un an d'intervalle (- 1,7 %).

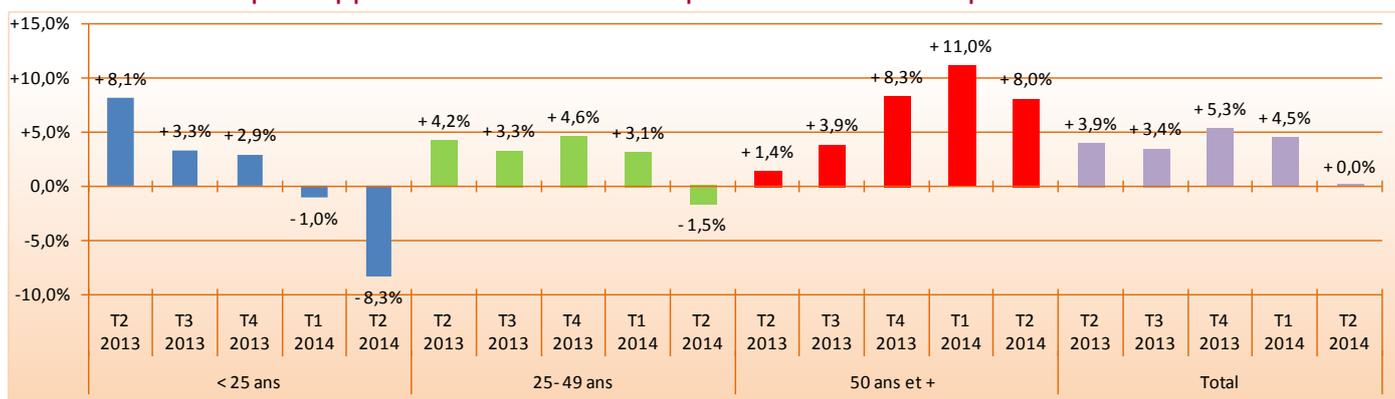
En revanche, le chômage complet masculin suit davantage l'évolution de la conjoncture. Nonobstant le léger redressement conjoncturel entre T3 2010 et T1 2012 au cours duquel le chômage complet masculin a baissé, ce dernier n'a jamais retrouvé le niveau d'avant la crise. En 2012, la conjoncture économique s'est à nouveau renversée. Ce revirement de tendance s'est très vite répercuté sur le chômage complet masculin. Depuis le 2^{ème} trimestre 2012, à un an d'intervalle, la hausse est continue. Toutefois, depuis le 1^{er} trimestre 2014, la hausse se tasse : + 5,8 % en T1 2014 et + 1,4 % en T2 2014.

4.3 Par classe d'âge

Tableau 17
Evolution des CCI-DE par classe d'âge

		< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total			< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	64 756	289 144	91 613	445 513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	60 576	272 808	92 414	425 798		T2	100	100	100	100
	T3	65 990	274 412	93 925	434 326		T3	100	100	100	100
	T4	59 757	257 449	93 504	410 710		T4	100	100	100	100
	Année	62 770	273 453	92 864	429 087		Année	100	100	100	100
2008	T1	59 537	262 957	95 481	417 975	2008	T1	92	91	104	94
	T2	55 536	245 824	93 487	394 848		T2	92	90	101	93
	T3	60 809	251 196	94 078	406 083		T3	92	92	100	93
	T4	57 893	244 049	94 534	396 475		T4	97	95	101	97
	Année	58 444	251 007	94 395	403 845		Année	93	92	102	94
2009	T1	63 270	265 970	98 973	428 214	2009	T1	98	92	108	96
	T2	63 764	264 982	100 028	428 773		T2	105	97	108	101
	T3	70 032	274 236	102 587	446 855		T3	106	100	109	103
	T4	65 072	264 596	102 969	432 638		T4	109	103	110	105
	Année	65 535	267 446	101 139	434 120		Année	104	98	109	101
2010	T1	66 695	279 668	107 277	453 640	2010	T1	103	97	117	102
	T2	62 476	266 345	106 160	434 981		T2	103	98	115	102
	T3	66 172	267 871	106 517	440 560		T3	100	98	113	101
	T4	60 622	257 933	105 967	424 522		T4	101	100	113	103
	Année	63 992	267 954	106 480	438 426		Année	102	98	115	102
2011	T1	60 162	267 389	108 027	435 578	2011	T1	93	92	118	98
	T2	55 009	251 213	106 440	412 662		T2	91	92	115	97
	T3	61 278	256 934	106 940	425 152		T3	93	94	114	98
	T4	57 926	249 655	106 320	413 901		T4	97	97	114	101
	Année	58 594	256 298	106 932	421 823		Année	93	94	115	98
2012	T1	57 966	261 817	107 932	427 715	2012	T1	90	91	118	96
	T2	51 658	251 516	106 399	409 574		T2	85	92	115	96
	T3	55 256	258 211	106 636	420 103		T3	84	94	114	97
	T4	57 264	250 125	104 219	411 608		T4	96	97	111	100
	Année	55 536	255 417	106 296	417 250		Année	88	93	114	97
2013	T1	61 077	269 322	105 895	436 293	2013	T1	94	93	116	98
	T2	55 845	261 994	107 862	425 701		T2	92	96	117	100
	T3	57 087	266 759	110 746	434 592		T3	87	97	118	100
	T4	58 950	261 561	112 838	433 349		T4	99	102	121	106
	Année	58 240	264 909	109 335	432 484		Année	93	97	118	101
2014	T1	60 463	277 695	117 596	455 754	2014	T1	93	96	128	102
	T2	51 228	257 960	116 517	425 705		T2	85	95	126	100

Graphique 15
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au 2^{ème} trimestre 2014, l'évolution du chômage complet varie considérablement à un an d'intervalle d'une classe d'âge à l'autre : elle se situe entre - 8,3 % pour les moins de 25 ans et + 8 % pour les 50 ans et +.

La forte hausse enregistrée dans la classe d'âge des 50 ans et + s'explique par le relèvement de l'âge à partir duquel une demande de dispense d'inscription comme demandeur d'emploi peut être introduite. Cet âge a été porté à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. De ce fait, bon nombre de chômeurs âgés de 58 et 59 ans qui pouvaient auparavant demander cette dispense restent demandeurs d'emploi. Cette hausse suit donc la tendance généralement observée depuis 2002, à savoir, l'augmentation du nombre de CCI-DE de 50 ans et plus qui résulte d'une part, du relèvement progressif de l'âge à partir duquel une demande de dispense peut être introduite (d'abord de 50 à 58 ans à partir de 2002 et depuis le 1^{er} janvier 2013, de 58 à 60 ans) et d'autre part, de l'augmentation de la population active dans cette classe d'âge (+ 52,4 % entre T1 2004 et T1 2014)⁶. Entre le 2^{ème} trimestre 2007 et le 2^{ème} trimestre 2014, le nombre de CCI-DE de 50 ans et + affiche une hausse de 26 %.

A l'inverse, le chômage complet des moins de 25 ans suit l'évolution de la conjoncture avec environ 6 mois de retard. On note ainsi une poussée en 2009 (+ 9 % au 4^{ème} trimestre 2009) suivie d'un repli en 2010 et d'un retour à la situation d'avant la crise à la fin 2011. Au cours de l'année 2012, en partie du fait de la prolongation de 3 mois du stage d'insertion (à dater du 1^{er} janvier), le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi de moins de 25 ans continue de se tasser à un an d'intervalle. En 2013, le chômage complet des moins de 25 ans repart de nouveau à la hausse : + 5,4 % en T1 et + 8,1 % en T2. Par la suite, cette hausse se tasse progressivement suite à l'évolution de la conjoncture et sans doute également pour partie à l'introduction du nouveau plan Activa destiné aux jeunes de moins de 27 ans (<30ans à partir du 1^{er} janvier 2014) peu qualifiés. Depuis le 1^{er} trimestre 2014, le chômage des jeunes recule même à un an d'intervalle : - 1 % en T1 2014 et une diminution bien plus forte de - 8,3 % en T2 2014.

Le chômage complet des 25 à moins de 50 ans fluctue aussi en fonction de la conjoncture mais dans une moindre mesure que celui des moins de 25 ans. On y enregistre d'abord une baisse en 2008, à un an d'intervalle, suivie d'une hausse progressive durant la période de crise avec, en chiffres absolus, un maximum de 279.668 paiements enregistrés au 1^{er} trimestre 2010. A partir de la seconde moitié de 2010 et jusque fin 2011, on note de nouveau un trend baissier. Une période de stabilisation suit en 2012. En 2013, le chômage complet des 25 à moins de 50 ans reprend le chemin de la hausse jusqu'au 1^{er} trimestre 2014. Au 2^{ème} trimestre de cette année, il baisse pour la 1^{ère} fois depuis 8 trimestres consécutifs de hausse.

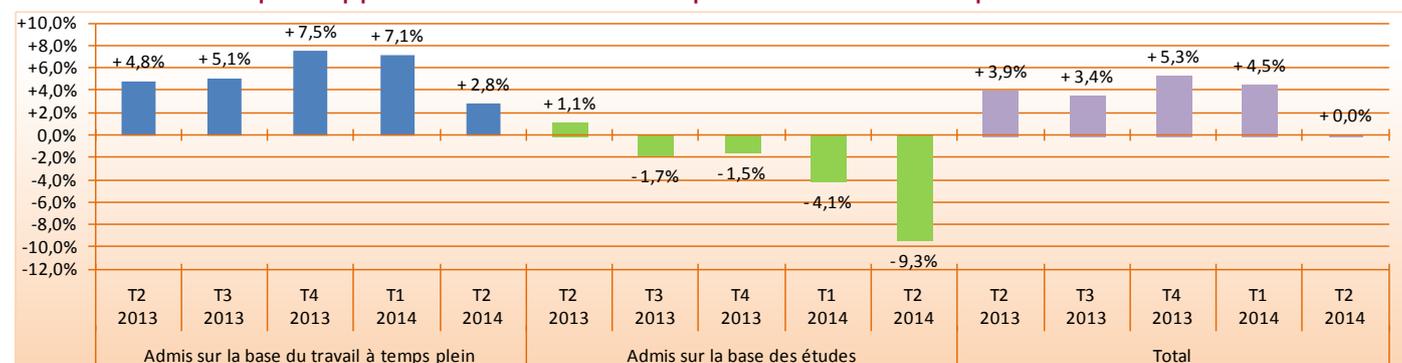
⁶ Eurostat – les chiffres de la population en milliers – EFT (lfsq_pganws)

4.4 Par base d'admission

Tableau 18
Evolution des CCI-DE par base d'admission

		Admis sur la base du travail à temps plein			Admis sur la base des études			Total		
2007	T1	327 072	118 441	445 513	2007	T1	100	100	100	
	T2	312 216	113 582	425 798		T2	100	100	100	
	T3	313 113	121 213	434 326		T3	100	100	100	
	T4	298 140	112 570	410 710		T4	100	100	100	
	Année	312 635	116 452	429 087		Année	100	100	100	
2008	T1	306 893	111 082	417 975	2008	T1	94	94	94	
	T2	289 331	105 517	394 848		T2	93	93	93	
	T3	294 693	111 390	406 083		T3	94	92	93	
	T4	290 854	105 621	396 475		T4	98	94	97	
	Année	295 443	108 403	403 845		Année	95	93	94	
2009	T1	320 058	108 156	428 214	2009	T1	98	91	96	
	T2	321 459	107 314	428 773		T2	103	94	101	
	T3	331 516	115 339	446 855		T3	106	95	103	
	T4	323 677	108 961	432 638		T4	109	97	105	
	Année	324 178	109 943	434 120		Année	104	94	101	
2010	T1	342 704	110 936	453 640	2010	T1	105	94	102	
	T2	327 330	107 651	434 981		T2	105	95	102	
	T3	326 737	113 823	440 560		T3	104	94	101	
	T4	317 062	107 460	424 522		T4	106	95	103	
	Année	328 458	109 967	438 426		Année	105	94	102	
2011	T1	328 408	107 171	435 578	2011	T1	100	90	98	
	T2	311 657	101 005	412 662		T2	100	89	97	
	T3	315 777	109 375	425 152		T3	101	90	98	
	T4	308 800	105 101	413 901		T4	104	93	101	
	Année	316 160	105 663	421 823		Année	101	91	98	
2012	T1	323 634	104 081	427 715	2012	T1	99	88	96	
	T2	312 901	96 672	409 574		T2	100	85	96	
	T3	318 992	101 111	420 103		T3	102	83	97	
	T4	309 818	101 790	411 608		T4	104	90	100	
	Année	316 336	100 914	417 250		Année	101	87	97	
2013	T1	332 450	103 843	436 293	2013	T1	102	88	98	
	T2	327 996	97 705	425 701		T2	105	86	100	
	T3	335 212	99 380	434 592		T3	107	82	100	
	T4	333 048	100 302	433 349		T4	112	89	106	
	Année	332 176	100 307	432 484		Année	106	86	101	
2014	T1	356 168	99 586	455 754	2014	T1	109	84	102	
	T2	337 102	88 603	425 705		T2	108	78	100	

Graphique 16
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis la seconde moitié de l'année 2010, la hausse du chômage complet repose uniquement sur les CCI-DE admis sur la base du travail ; en effet, au cours des 16 derniers trimestres, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études n'a fait que décroître, à un an d'intervalle, à l'exception d'un trimestre (le 2^{ème} trimestre 2013 : + 1,1 %).

La hausse du nombre de CCI-DE admis sur la base du travail s'est accrue progressivement au cours de l'année 2013 pour atteindre + 7,5 %, à un an d'intervalle, au 4^{ème} trimestre 2013. Depuis lors, cette hausse se tasse progressivement : + 7,1 % en T1 2014 et + 2,8 % en T2 2014.

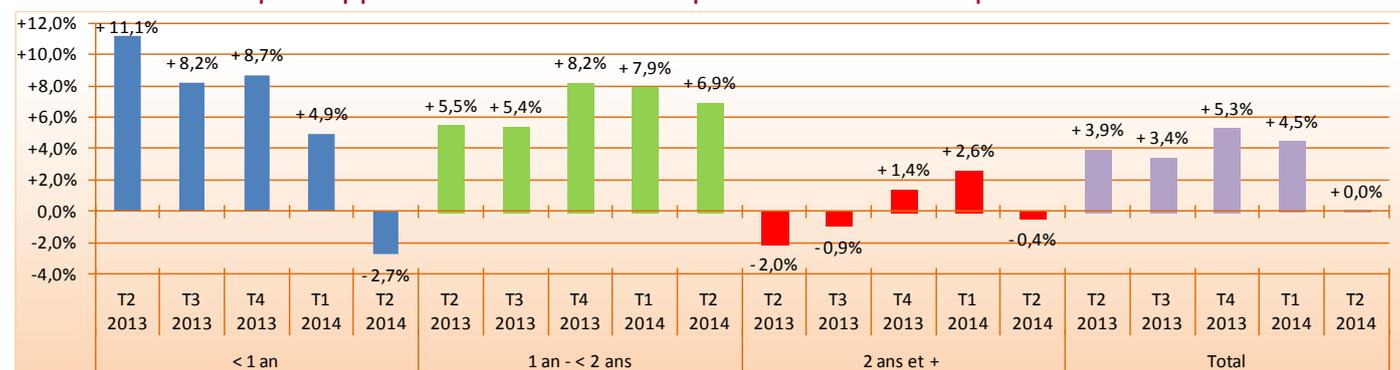
A l'inverse, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études baisse de manière continue, à un an d'intervalle, depuis de nombreux trimestres et cette baisse s'accroît depuis le 1^{er} trimestre 2014 : - 4,1 % en T1 2014 et - 9,3 % en T2 2014. On enregistre également pour la 1^{ère} fois depuis le 3^{ème} trimestre 2012, à un an d'intervalle, une baisse du nombre des entrées en première admission dans le statut des CCI-DE admis sur la base des études (- 18,0 %).

4.5 Par durée de chômage

Tableau 19
Evolution des CCI-DE par durée de chômage

		< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total			< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total
2007	T1	141 314	71 407	232 792	445 513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	128 035	68 662	229 101	425 798		T2	100	100	100	100
	T3	136 253	69 189	228 884	434 326		T3	100	100	100	100
	T4	130 815	63 495	216 401	410 710		T4	100	100	100	100
	Année	134 104	68 188	226 794	429 087		Année	100	100	100	100
2008	T1	139 998	64 450	213 527	417 975	2008	T1	99	90	92	94
	T2	126 524	62 042	206 282	394 848		T2	99	90	90	93
	T3	135 360	64 512	206 211	406 083		T3	99	93	90	93
	T4	137 519	61 755	197 201	396 475		T4	105	97	91	97
	Année	134 850	63 190	205 805	403 845		Année	101	93	91	94
2009	T1	162 459	66 904	198 851	428 214	2009	T1	115	94	85	96
	T2	162 734	68 539	197 500	428 773		T2	127	100	86	101
	T3	170 799	75 164	200 891	446 855		T3	125	109	88	103
	T4	161 819	75 862	194 957	432 638		T4	124	119	90	105
	Année	164 453	71 617	198 050	434 120		Année	123	105	87	101
2010	T1	167 564	86 020	200 055	453 640	2010	T1	119	120	86	102
	T2	150 480	86 045	198 456	434 981		T2	118	125	87	102
	T3	151 071	87 408	202 080	440 560		T3	111	126	88	101
	T4	146 905	79 264	198 353	424 522		T4	112	125	92	103
	Année	154 005	84 684	199 736	438 426		Année	115	124	88	102
2011	T1	154 626	78 443	202 509	435 578	2011	T1	109	110	87	98
	T2	140 374	73 019	199 269	412 662		T2	110	106	87	97
	T3	148 161	74 059	202 933	425 152		T3	109	107	89	98
	T4	147 865	69 595	196 441	413 901		T4	113	110	91	101
	Année	147 756	73 779	200 288	421 823		Année	110	108	88	98
2012	T1	159 813	71 241	196 661	427 715	2012	T1	113	100	84	96
	T2	144 966	70 826	193 782	409 574		T2	113	103	85	96
	T3	148 732	75 336	196 035	420 103		T3	109	109	86	97
	T4	150 920	72 461	188 227	411 608		T4	115	114	87	100
	Année	151 108	72 466	193 676	417 250		Année	113	106	85	97
2013	T1	169 770	77 625	188 898	436 293	2013	T1	120	109	81	98
	T2	161 122	74 718	189 861	425 701		T2	126	109	83	100
	T3	160 914	79 394	194 284	434 592		T3	118	115	85	100
	T4	164 045	78 396	190 909	433 349		T4	125	123	88	106
	Année	163 963	77 533	190 988	432 484		Année	122	114	84	101
2014	T1	178 144	83 763	193 847	455 754	2014	T1	126	117	83	102
	T2	156 769	79 890	189 046	425 705		T2	122	116	83	100

Graphique 17
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage complet de courte durée (de moins d'un an) indique de manière précise le moment où la crise impacte le marché de l'emploi. C'est à partir du 1^{er} trimestre 2009 que le chômage de courte durée entame une progression considérable à un an d'intervalle : + 16 % en T1 2009, + 28,6 % en T2 2009 et + 26,2 % en T3 2009. Cette hausse perdure jusqu'au 1^{er} trimestre 2010. Par la suite, le chômage de courte durée se replie jusqu'en fin 2012. L'année 2013 constitue un tournant : durant toute l'année, le chômage de moins d'un an repart à la hausse, à un an d'intervalle. Au 1^{er} trimestre 2014, cette hausse se tasse et au 2^{ème} trimestre de cette année, le chômage de courte durée renoue avec la baisse : - 2,7 %.

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans a atteint un sommet durant le 3^{ème} trimestre 2010 (87 408 paiements). Il s'en est suivi une période de relativement forte baisse sous l'effet du renforcement des mesures d'activation. Depuis le 3^{ème} trimestre 2012, cette tendance s'inverse à nouveau : le nombre de chômeurs de 1 à moins de 2 ans progresse de nouveau à un an d'intervalle. Au 2^{ème} trimestre 2014, la hausse à un an d'intervalle atteint 6,9 %.

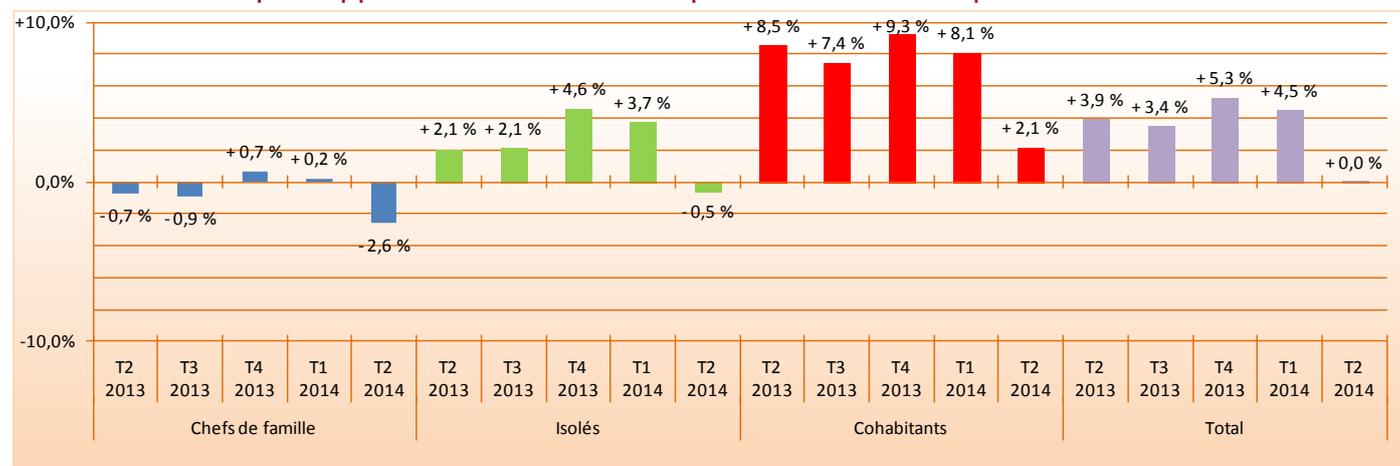
Enfin, le chômage complet de 2 ans et + a connu une évolution particulière. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres-services a contribué à une évolution à la baisse du chômage de longue durée. Une exception dans cette période de baisse, les années 2010 et 2011 qui ont connu une certaine stabilisation résultant d'une entrée massive durant les années de crise 2009 et 2010. A partir du 4^{ème} trimestre 2011, on enregistre de nouveau une diminution sur base annuelle. Cette baisse se prolonge jusqu'au 2^{ème} trimestre 2014 (- 0,4 %) à l'exception du 4^{ème} trimestre 2013 (+ 1,4 %) et du 1^{er} trimestre 2014 (+ 2,6 %).

4.6 Par catégorie familiale

Tableau 20
Evolution des CCI-DE par catégorie familiale

		Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Autres	Total			Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Total
2007	T1	157 793	107 226	180 340	154	445 513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	152 841	102 560	170 262	135	425 798		T2	100	100	100	100
	T3	153 421	103 617	177 174	114	434 326		T3	100	100	100	100
	T4	145 374	100 048	165 148	141	410 710		T4	100	100	100	100
	Année	152 357	103 363	173 231	136	429 087		Année	100	100	100	100
2008	T1	145 999	102 393	169 425	159	417 975	2008	T1	93	95	94	94
	T2	139 570	97 114	158 054	109	394 848		T2	91	95	93	93
	T3	141 587	97 793	166 567	135	406 083		T3	92	94	94	93
	T4	137 176	97 268	161 866	165	396 475		T4	94	97	98	97
	Année	141 083	98 642	163 978	142	403 845		Année	93	95	95	94
2009	T1	142 986	105 031	180 071	127	428 214	2009	T1	91	98	100	96
	T2	142 929	105 291	180 387	166	428 773		T2	94	103	106	101
	T3	146 141	108 598	191 992	123	446 855		T3	95	105	108	103
	T4	140 886	107 239	184 348	165	432 638		T4	97	107	112	105
	Année	143 236	106 540	184 199	145	434 120		Année	94	103	106	101
2010	T1	145 077	113 611	194 785	167	453 640	2010	T1	92	106	108	102
	T2	141 554	109 243	184 050	135	434 981		T2	93	107	108	102
	T3	142 902	109 279	188 344	35	440 560		T3	93	105	106	101
	T4	137 849	107 371	179 296	6	424 522		T4	95	107	109	103
	Année	141 845	109 876	186 619	86	438 426		Année	93	106	108	102
2011	T1	140 041	110 595	184 937	5	435 578	2011	T1	89	103	103	98
	T2	135 471	105 121	172 064	6	412 662		T2	89	102	101	97
	T3	137 835	106 121	181 192	4	425 152		T3	90	102	102	98
	T4	132 773	104 413	176 711	3	413 901		T4	91	104	107	101
	Année	136 530	106 562	178 726	4	421 823		Année	90	103	103	98
2012	T1	134 542	108 799	184 368	5	427 715	2012	T1	85	101	102	96
	T2	130 900	105 059	173 614	1	409 574		T2	86	102	102	96
	T3	133 055	105 916	181 132	0	420 103		T3	87	102	102	97
	T4	127 815	102 835	180 284	674	411 608		T4	88	103	109	100
	Année	131 578	105 652	179 849	170	417 250		Année	86	102	104	97
2013	T1	131 369	109 042	195 211	672	436 293	2013	T1	83	102	108	98
	T2	129 937	107 232	188 428	104	425 701		T2	85	105	111	100
	T3	131 799	108 142	194 623	27	434 592		T3	86	104	110	100
	T4	128 670	107 570	197 094	16	433 349		T4	89	108	119	106
	Année	130 444	107 996	193 839	205	432 484		Année	86	104	112	101
2014	T1	131 649	113 107	210 987	11	455 754	2014	T1	83	105	117	102
	T2	126 574	106 682	192 446	3	425 705		T2	83	104	113	100

Graphique 18
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis 2007, le nombre de cohabitants a augmenté de 13 %, celui des isolés de 4 % tandis que le nombre de chefs de famille a diminué de 17 %. Certains éléments du profil de ces catégories peuvent expliquer en partie ces différences telles que l'âge et la durée de chômage. Une analyse plus fine serait toutefois nécessaire afin de mieux comprendre cette évolution contrastée.

A un an d'intervalle, on enregistre au 2^{ème} trimestre 2014 une baisse des chefs de famille (- 2,6 %) et des isolés (- 0,5 %) et une hausse des cohabitants (+ 2,1 %).

5

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

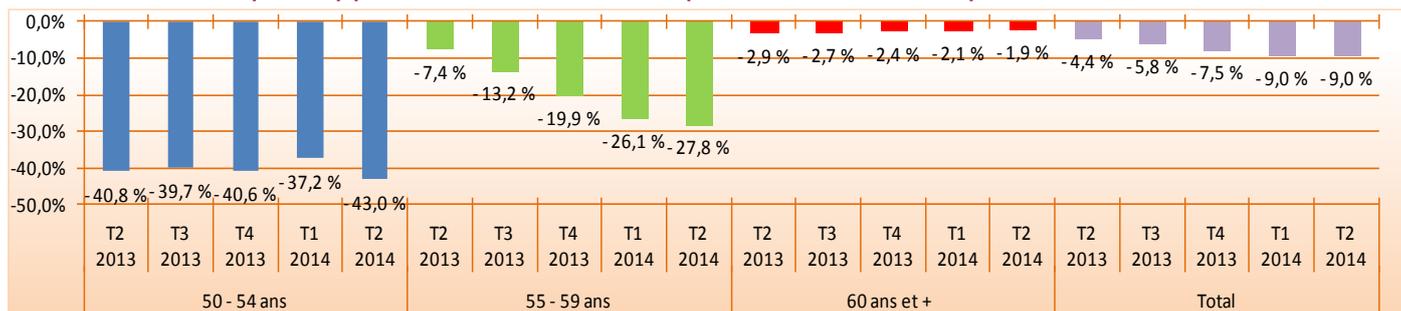
Tableau 21

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

	T2 2007		T2 2013		T2 2014		Evol. T2 2007 - T2 2014	Evol. T2 2013 - T2 2014
Sexe								
Hommes	147 008	66,2 %	116 860	63,5 %	106 470	63,6 %	- 27,6 %	- 8,9 %
Femmes	75 032	33,8 %	67 128	36,5 %	61 006	36,4 %	- 18,7 %	- 9,1 %
Age								
50 - 54 ans	4 650	2,1 %	896	0,5 %	510	0,3 %	- 89,0 %	- 43,0 %
55 - 59 ans	99 072	44,6 %	48 938	26,6 %	35 318	21,1 %	- 64,4 %	- 27,8 %
60 ans et +	118 468	53,3 %	134 192	72,9 %	131 647	78,6 %	+ 11,1 %	- 1,9 %
BC								
BC Anvers	17 096	7,7 %	14 250	7,7 %	12 970	7,7 %	- 24,1 %	- 9,0 %
BC Bruxelles	15 547	7,0 %	11 529	6,3 %	10 266	6,1 %	- 34,0 %	- 11,0 %
BC Liège	14 789	6,7 %	10 987	6,0 %	9 954	5,9 %	- 32,7 %	- 9,4 %
BC Hasselt	14 344	6,5 %	11 423	6,2 %	10 310	6,2 %	- 28,1 %	- 9,7 %
BC Gand	13 368	6,0 %	11 307	6,1 %	10 243	6,1 %	- 23,4 %	- 9,4 %
BC Charleroi	11 806	5,3 %	9 428	5,1 %	8 497	5,1 %	- 28,0 %	- 9,9 %
BC Turnhout	11 512	5,2 %	10 360	5,6 %	9 671	5,8 %	- 16,0 %	- 6,6 %
BC Vilvorde	10 956	4,9 %	9 356	5,1 %	8 509	5,1 %	- 22,3 %	- 9,1 %
BC Louvain	9 125	4,1 %	7 655	4,2 %	7 119	4,3 %	- 22,0 %	- 7,0 %
BC Malines	7 893	3,6 %	6 588	3,6 %	6 016	3,6 %	- 23,8 %	- 8,7 %
BC Courtrai	7 617	3,4 %	6 696	3,6 %	6 342	3,8 %	- 16,7 %	- 5,3 %
BC La Louvière	6 997	3,1 %	5 764	3,1 %	5 295	3,2 %	- 24,3 %	- 8,1 %
BC Nivelles	6 478	2,9 %	5 524	3,0 %	4 958	3,0 %	- 23,5 %	- 10,2 %
BC Bruges	6 425	2,9 %	5 165	2,8 %	4 674	2,8 %	- 27,3 %	- 9,5 %
BC Alost	6 082	2,7 %	4 838	2,6 %	4 437	2,6 %	- 27,0 %	- 8,3 %
BC Roulers	5 826	2,6 %	5 441	3,0 %	5 137	3,1 %	- 11,8 %	- 5,6 %
BC Saint-Nicolas	5 616	2,5 %	4 410	2,4 %	4 034	2,4 %	- 28,2 %	- 8,5 %
BC Namur	5 579	2,5 %	5 142	2,8 %	4 740	2,8 %	- 15,0 %	- 7,8 %
BC Ostende	5 471	2,5 %	4 851	2,6 %	4 388	2,6 %	- 19,8 %	- 9,6 %
BC Tongres	5 257	2,4 %	4 120	2,2 %	3 652	2,2 %	- 30,5 %	- 11,3 %
BC Mons	5 218	2,3 %	4 254	2,3 %	3 725	2,2 %	- 28,6 %	- 12,4 %
BC Tournai	4 882	2,2 %	4 082	2,2 %	3 577	2,1 %	- 26,7 %	- 12,4 %
BC Termonde	4 854	2,2 %	3 915	2,1 %	3 560	2,1 %	- 26,7 %	- 9,1 %
BC Verviers	4 579	2,1 %	3 943	2,1 %	3 586	2,1 %	- 21,7 %	- 9,1 %
BC Huy	2 842	1,3 %	2 382	1,3 %	2 192	1,3 %	- 22,9 %	- 8,0 %
BC Audenarde	2 826	1,3 %	2 689	1,5 %	2 490	1,5 %	- 11,9 %	- 7,4 %
BC Ypres	2 643	1,2 %	2 388	1,3 %	2 204	1,3 %	- 16,6 %	- 7,7 %
BC Arlon	2 423	1,1 %	2 340	1,3 %	2 066	1,2 %	- 14,7 %	- 11,7 %
BC Mouscron	2 165	1,0 %	1 637	0,9 %	1 433	0,9 %	- 33,8 %	- 12,5 %
BC Boom	1 973	0,9 %	1 559	0,8 %	1 428	0,9 %	- 27,6 %	- 8,4 %
Répartition régionale								
Région flamande	138 885	62,5 %	117 013	63,6 %	107 185	64,0 %	- 22,8 %	- 8,4 %
Région wallonne	67 758	30,5 %	55 484	30,1 %	50 024	29,9 %	- 26,2 %	- 9,8 %
Région de Bruxelles-Capitale	15 547	7,0 %	11 529	6,3 %	10 266	6,1 %	- 34,0 %	- 11,0 %
Branche d'activités regroupées								
Agriculture, sylviculture, pêche	950	0,4 %	779	0,4 %	700	0,4 %	- 26,4 %	- 10,1 %
Extraction de minerais	9 908	4,5 %	6 797	3,7 %	6 078	3,6 %	- 38,7 %	- 10,6 %
Industrie de transformation	97 920	44,1 %	72 044	39,1 %	64 361	38,4 %	- 34,3 %	- 10,7 %
dont :								
<i>construction mécanique</i>	34 078	15,3 %	26 736	14,5 %	24 133	14,4 %	- 29,2 %	- 9,7 %
<i>production métallurgique</i>	8 838	4,0 %	5 349	2,9 %	4 855	2,9 %	- 45,1 %	- 9,2 %
<i>industrie chimique</i>	10 997	4,9 %	8 788	4,8 %	7 708	4,6 %	- 29,9 %	- 12,3 %
<i>industrie alimentaire</i>	8 895	4,0 %	6 776	3,7 %	6 092	3,6 %	- 31,5 %	- 10,1 %
Construction	17 917	8,1 %	14 594	7,9 %	13 705	8,2 %	- 23,5 %	- 6,1 %
Electricité, eau, gaz	207	0,1 %	97	0,1 %	89	0,1 %	- 57,1 %	- 8,6 %
Commerce, banques, assurances	21 719	9,8 %	15 474	8,4 %	13 360	8,0 %	- 38,5 %	- 13,7 %
Transports, communications	6 544	2,9 %	5 925	3,2 %	5 395	3,2 %	- 17,6 %	- 9,0 %
Services	53 465	24,1 %	52 025	28,3 %	47 370	28,3 %	- 11,4 %	- 8,9 %
Activités insuffisamment décrites	13 560	6,1 %	16 291	8,9 %	16 419	9,8 %	+ 21,1 %	+ 0,8 %
Total	222 190	100 %	184 026	100 %	167 475	100 %	- 24,6 %	- 9,0 %

Graphique 19

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Lorsqu'on additionne les chômeurs avec complément d'entreprise et les chômeurs âgés dispensés, on constate, entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le 2^{ème} trimestre 2014, une baisse globale de 9,0 %. Notons la forte baisse de 43,0 % dans la classe d'âge des 50 à 54 ans. La part de cette classe d'âge s'est ainsi encore réduite pour ne plus représenter que 0,3 % du total des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés. Dans la classe d'âge des 55 à 59 ans, on constate aussi une diminution (sur une base annuelle) plus prononcée chaque trimestre. Au 2^{ème} trimestre 2014, elle s'élève à 27,8 %. Bien que le nombre de chômeurs avec complément d'entreprise et de chômeurs âgés dispensés de 60 ans ou plus sur une base annuelle diminue aussi (- 1,9 %), leur nombre a augmenté par rapport au 2^{ème} trimestre 2013 : + 11,1 % (cela s'explique probablement par le passage d'allocataires vers des classes d'âge plus élevées).

La diminution en Région flamande qui représente la part la plus importante des allocataires dans ces populations, est légèrement plus faible que dans les deux autres régions, à savoir : - 8,4 % contre respectivement - 9,8 % en Région wallonne et - 11,0 % en Région de Bruxelles-capitale.

5.1

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 22

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

Age	T2 2007			T2 2013			T2 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	2 942	810	3 752	669	102	772	376	56	431
55 - 59 a.	32 299	8 188	40 487	22 485	7 573	30 059	20 454	7 221	27 675
60 a. et +	56 075	13 148	69 223	57 790	23 153	80 943	55 728	23 944	79 673
Total	91 315	22 146	113 461	80 944	30 829	111 773	76 558	31 221	107 779

Age	Evol. T2 2007 - T2 2014			Evol. T2 2013 - T2 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 87,2 %	- 93,1 %	- 88,5 %	- 43,9 %	- 45,6 %	- 44,1 %
55 - 59 a.	- 36,7 %	- 11,8 %	- 31,6 %	- 9,0 %	- 4,6 %	- 7,9 %
60 a. et +	- 0,6 %	+ 82,1 %	+ 15,1 %	- 3,6 %	+ 3,4 %	- 1,6 %
Total	- 16,2 %	+ 41,0 %	- 5,0 %	- 5,4 %	+ 1,3 %	- 3,6 %

Tableau 23

Dont les demandeurs d'emploi

Age	T2 2013			T2 2014			Evol. T2 2013 - T2 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	382	82	463	195	45	240	- 49,0 %	- 44,5 %	- 48,2 %
55 - 59 a.	2 239	1 062	3 301	2 469	1 098	3 567	+ 10,3 %	+ 3,4 %	+ 8,1 %
60 a. et +	397	221	617	633	325	958	+ 59,6 %	+ 47,1 %	+ 55,1 %
Total	3 017	1 364	4 381	3 297	1 468	4 765	+ 9,3 %	+ 7,6 %	+ 8,7 %

On continue d'observer, à un an d'intervalle, une diminution du nombre de chômeurs avec complément d'entreprise (RCC anciennement « prépension ») dans toutes les classes d'âge. Dans la classe d'âge de 50 à 54 ans, la baisse est la plus importante et atteint 44,1 %. Le nombre de femmes dans ce système a, toutefois, augmenté de 1,3 % sur une base annuelle et de 41,0 % par rapport à T2 2007. Cette augmentation se situe entièrement dans la classe d'âge de 60 ans ou + et peut s'expliquer par le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes de 60 ans à 65 ans.

En T2 2014, à un an d'intervalle, le nombre de demandeurs d'emploi RCC a augmenté de 8,7 %. Leur part par rapport à l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise s'élève à 4,4 %.

L'évolution du chômage avec complément d'entreprise est fortement influencée par l'évolution démographique et l'évolution de la population active. La population active âgée de 50 à 64 ans a, en effet, augmenté de 52,4 % entre T1 2004 et T1 2014 alors que celle âgée de 15 à 49 ans se stabilise (- 0,2 %).⁷

⁷ Eurostat – les chiffres de la population en milliers – EFT (lfsq_pganws) ; voir aussi point 11.2

5.2

Evolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 24

Evolution des chômeurs âgés dispensés par classe d'âge

Age	T2 2007			T2 2013			T2 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	375	524	898	61	63	124	41	38	79
55 - 59 a.	26 985	31 600	58 585	8 959	9 921	18 880	3 819	3 824	7 643
60 a. et +	28 346	20 900	49 246	26 897	26 352	53 249	26 052	25 922	51 974
Total	55 706	53 023	108 729	35 917	36 336	72 253	29 912	29 784	59 696

Age	Evol. T2 2007 - T2 2014			Evol. T2 2013 - T2 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 89,1 %	- 92,7 %	- 91,2 %	- 33,3 %	- 39,5 %	- 36,5 %
55 - 59 a.	- 85,8 %	- 87,9 %	- 87,0 %	- 57,4 %	- 61,5 %	- 59,5 %
60 a. et +	- 8,1 %	+ 24,0 %	+ 5,5 %	- 3,1 %	- 1,6 %	- 2,4 %
Total	- 46,3 %	- 43,8 %	- 45,1 %	- 16,7 %	- 18,0 %	- 17,4 %

A un an d'intervalle, au 2^{ème} trimestre 2014, le nombre total des chômeurs âgés dispensés a diminué de 17,4 %. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2007, on enregistre une baisse de 45,1 %. Entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le 2^{ème} trimestre 2014, cette baisse se retrouve dans toutes les classes d'âge : - 36,5 % pour les 50 à 54 ans, - 59,5 % pour les 55 à 59 ans et - 2,4 % pour les 60 ans et +.

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2007, le nombre de femmes âgées de 60 ans ou + a augmenté de 24,0 %, ce qui peut aussi s'expliquer par le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes.

Pour rappel, l'âge minimum requis pour demander la dispense a été relevé progressivement, depuis 2002, de 50 à 60 ans. Cet âge minimum est passé de 58 à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. Cette modification réglementaire a entraîné une hausse du nombre d'entrants dans le statut de chômeurs âgés dispensés chez les 58-59 ans au cours du 4^{ème} trimestre de 2012 (5 654 entrants contre 2 822 entrants en moyenne pour les 4 trimestres précédents). Depuis lors, le nombre a diminué fortement et reste inférieur à 100 depuis T2 2013 (cf. tableau 25).

Tableau 25

Evolution des chômeurs âgés dispensés entrants par âge

		58	59	58 - 59	60	61	62	63	64	65	60 - 65	Tot.
2011	T1	2 376	306	2 682	189	113	69	50	30	1	452	3 134
2011	T2	2 290	315	2 605	189	109	66	57	27	4	452	3057
2011	T3	2 290	323	2 613	185	94	86	57	37	2	461	3074
2011	T4	2 316	350	2 666	183	109	58	60	38	1	449	3115
2012	T1	2 350	480	2 830	241	169	82	62	48	3	605	3435
2012	T2	2 373	498	2 871	230	145	81	54	47	2	559	3430
2012	T3	2 443	476	2 919	269	120	89	70	35	2	585	3504
2012	T4	4 145	1 509	5 654	414	184	109	84	53	1	845	6499
2013	T1	1 017	461	1 478	324	156	128	84	53	1	746	2224
2013	T2	59	40	99	318	153	102	57	47	1	678	777
2013	T3	47	33	80	345	146	80	73	45	1	690	770
2013	T4	43	32	75	350	140	87	68	43	2	690	765
2014	T1	61	34	95	845	539	246	144	51	3	1 828	1923
2014	T2	37	25	62	611	175	94	84	43	3	1 010	1072

6

Evolution des mesures fédérales pour l'emploi

6.1

Evolution des mesures fédérales pour l'emploi (à l'exception des titres-services)

6.1.1

Evolution globale selon le régime

Tableau 26

Evolution des mesures fédérales pour l'emploi par régime⁸

	Trav. à temps partiel	Formations	Activa + WIN-WIN	Activa < 30 ans	Stage de transition	Sous-total
T2 2007	49 777	40 069	39 245	-	-	129 091
T2 2013	53 964	43 130	32 719	-	121	129 935
T2 2014	52 330	45 053	29 693	5 197	1 031	133 303
Diff. T2 2007 - T2 2014	+ 5,1 %	+ 12,4 %	- 24,3 %	-	-	+ 3,3 %
Diff. T2 2013 - T2 2014	- 3,0 %	+ 4,5 %	- 9,2 %	-	+ 749,5 %	+ 2,6 %
Part relative des régimes en T2 2007	33,1 %	26,7 %	26,1 %	-	-	85,9 %
Part relative des régimes en T2 2013	31,9 %	25,5 %	19,4 %	-	0,1 %	76,9 %
Part relative des régimes en T2 2014	31,0 %	26,7 %	17,6 %	3,1 %	0,6 %	78,9 %
	Progr. de transition profess.	SINE	Compl. de reprise du travail	Dispensés ALE	Autres	Total
T2 2007	6 197	8 833	4 367	1 307	541	150 335
T2 2013	5 236	11 200	19 838	1 324	1 383	168 916
T2 2014	4 965	10 632	17 387	1 434	1 200	168 922
Diff. T2 2007 - T2 2014	- 19,9 %	+ 20,4 %	+ 298,2 %	+ 9,7 %	+ 121,7 %	+ 12,4 %
Diff. T2 2013 - T2 2014	- 5,2 %	- 5,1 %	- 12,4 %	+ 8,3 %	- 13,2 %	+ 0,0 %
Part relative des régimes en T2 2007	4,1 %	5,9 %	2,9 %	0,9 %	0,4 %	100 %
Part relative des régimes en T2 2013	3,5 %	7,5 %	13,2 %	0,9 %	0,9 %	100 %
Part relative des régimes en T2 2014	3,3 %	7,1 %	11,6 %	1,0 %	0,8 %	100 %

Le nombre total des paiements pour les mesures pour l'emploi reste stable. On n'enregistre, en effet, qu'une légère augmentation de 6 unités par rapport à T2 2013. Cela s'explique du fait d'un recours toujours croissant à 2 nouvelles mesures depuis 2013 : le plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés et les stages de transition (cfr parties 6.1.2 et 6.1.3). Depuis 2007, on note une hausse de 12,4 % du nombre total des bénéficiaires des mesures fédérales pour l'emploi.

Les chômeurs en formation et les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits constituent la part la plus importante dans le total des mesures pour l'emploi. Ensemble, ils représentent 57,6 % de ces mesures en T2 2014. Ensuite, on retrouve le plan Activa qui compte 34 890 paiements (dont 5 197 pour le plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés) ou 20,7 % du total de ces mesures. La progression de cette nouvelle mesure compense l'effet de l'arrêt du plan d'embauche WIN-WIN et des paiements y afférents. En T2 2014, à un an d'intervalle, sans le nouveau plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés, Activa aurait enregistré une diminution de 9,2 % ou 3 026 paiements. Du fait de cette nouvelle mesure, Activa a connu, au contraire, une hausse de 2 171 paiements (+ 6,6 %).

⁸ NB : les mesures reprises sous 'formations' englobent à la fois des primes qui ne sont payées qu'une fois ou régulièrement. Les paiements 'ALE' repris dans ce tableau ne concernent que des travailleurs ALE dispensés de l'inscription en tant que demandeurs d'emploi. Les autres travailleurs ALE sont repris sous d'autres statuts tels que, par exemple, celui de chômeur complet. En T2 2014, on recense un total de 16 274 travailleurs ALE.

6.1.2

Evolution du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

Tableau 27

Evolution du nombre de paiements dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013/01	0	0	0	0
2013/02	0	0	0	0
2013/03	0	0	0	0
2013/04	0	0	0	0
2013/05	0	0	0	0
2013/06	0	0	0	0
2013/07	4	14	3	21
2013/08	42	149	8	199
2013/09	164	521	39	724
2013/10	327	808	67	1 202
2013/11	687	1 442	170	2 299
2013/12	717	1 529	243	2 489
2013	162	372	44	578
2014/01	817	1 834	318	2 969
2014/02	959	2 110	328	3 397
2014/03	1 197	2 516	450	4 163
2014/04	1 276	2 488	457	4 221
2014/05	1 497	3 133	466	5 096
2014/06	1 853	3 768	654	6 275
2014	1 267	2 642	446	4 354
Répartition	29,1 %	60,7 %	10,2 %	100 %

Le tableau 27 reprend l'évolution du nombre de paiements par mois du nouveau plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés. Au cours du 1^{er} semestre de cette année, on a enregistré pour cette nouvelle mesure 4 354 paiements en moyenne par mois. La Région wallonne occupe la part la plus importante avec 60,7 % des paiements.

Tableau 28

Evolution du nombre de contrats dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés⁹

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	0	0	0	0
	T2	0	0	0	0
	T3	434	904	93	1 431
	T4	634	1 268	249	2 151
	Année	1 068	2 172	342	3 582
2014	T1	1 071	1 775	300	3 146
	T2	959	1 809	253	3 021
Répartition		31,7 %	59,9 %	8,4 %	100 %

Depuis 2013, au total, 9 749 contrats ont été conclus dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés dont 5 756 (59,0 %) en Région wallonne.

⁹ Des données chiffrées mensuelles concernant le plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés ne sont pas disponibles.

6.1.3

Evolution des stages de transition

Tableau 29

Evolution du nombre de contrats et de paiements dans le cadre des stages de transition

	Contrats				Paiements			
	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013/01	0	0	0	0	0	0	0	0
2013/02	5	0	0	5	0	0	0	0
2013/03	26	0	0	26	2	0	0	2
2013/04	56	0	0	56	25	0	0	25
2013/05	87	1	2	90	99	0	2	101
2013/06	97	1	9	107	238	0	0	238
2013/07	89	1	10	100	237	3	1	241
2013/08	43	4	24	71	251	4	18	273
2013/09	42	4	26	72	246	7	48	301
2013/10	41	15	14	70	179	15	70	264
2013/11	40	15	12	67	180	20	80	280
2013/12	25	21	25	71	123	39	73	235
2013	551	62	122	735	132	7	24	163
2014/01	15	30	24	69	124	61	85	270
2014/02	37	93	31	161	93	101	116	310
2014/03	67	129	29	225	132	270	142	544
2014/04	72	227	59	358	152	370	131	653
2014/05	56	225	59	340	191	653	176	1 020
2014/06	29	163	60	252	222	912	285	1 419
2014	276	867	262	1 405	152	395	156	703
Répartition	19,6 %	61,7 %	18,6 %	100 %	21,7 %	56,1 %	22,2 %	100 %

Les stages de transition s'adressent aux jeunes peu qualifiés qui s'inscrivent en tant que demandeurs d'emploi après leurs études et leur permettent d'acquérir une première expérience professionnelle. Le tableau 29 reprend l'évolution mensuelle du nombre de contrats et de paiements relatifs à cette nouvelle mesure.

Au 1^{er} semestre 2014, 703 paiements pour stages de transition ont été effectués en moyenne mensuellement. Au total, on recense 1 405 contrats depuis janvier 2013.

Jusqu'à présent, en 2014, les paiements pour stages de transition ont été les plus nombreux (à concurrence de 56,1 %) en Région wallonne. C'est dans cette région que l'on retrouve aussi le plus de contrats conclus (61,7 %). La Région wallonne entame ainsi un mouvement de rattrapage par rapport à la Région flamande qui comptabilisait encore 75,2 % des contrats et 81,0 % des paiements pour stages de transition en 2013.

6.2 Titres-services

Tableau 30

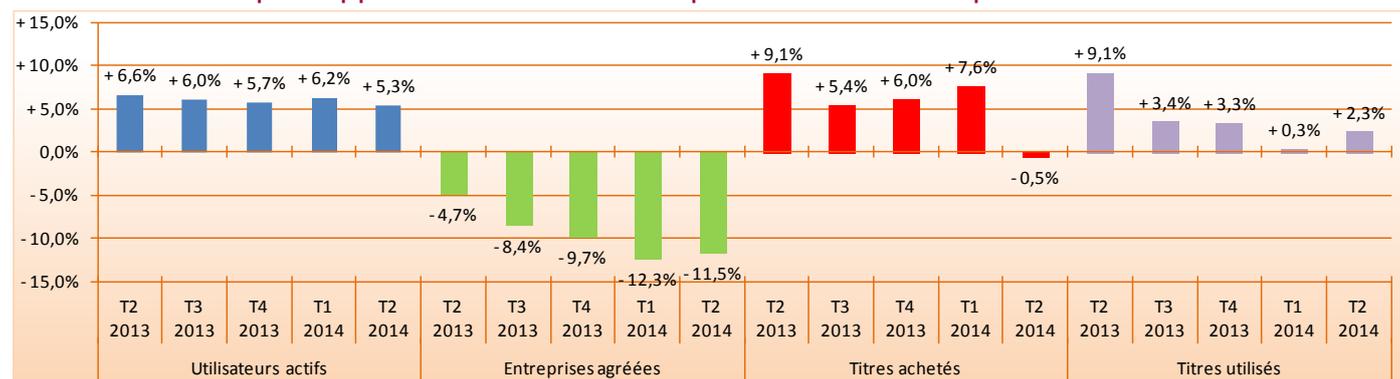
Evolution globale du nombre d'utilisateurs actifs, d'entreprises agréées, de titres achetés et de titres utilisés

	2007	2013	Evol. 2007 - 2013	T2 2013	T2 2014	Evol. T2 2013 - T2 2014
Utilisateurs actifs*	449 899	950 918	+ 111,4 %	918 573	967 355	+ 5,3 %
Entreprises agréées*	1 720	2 448	+ 42,3 %	2 581	2 283	- 11,5 %
Titres achetés	53 453 329	122 588 921	+ 129,3 %	31 981 153	31 822 559	- 0,5 %
Titres utilisés	49 187 499	121 306 927	+ 146,6 %	31 245 301	31 951 088	+ 2,3 %

* Situation fin du trimestre

Graphique 20

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le succès des titres-services apparaît clairement à la lumière du tableau ci-dessus : en 6 ans, de 2007 à 2013, le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 111,4 % et le nombre de titres utilisés a crû de 146,6 %. Cette croissance se tasse mais semble se poursuivre : entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le 2^{ème} trimestre 2014, l'augmentation du nombre d'utilisateurs actifs est de 5,3 % et celle du nombre de titres utilisés de 2,3 %.

Il est difficile d'interpréter les chiffres d'achats de titres-services au 2^{ème} trimestre 2014 car ils sont influencés par 2 hausses de prix au 1^{er} janvier 2013 et 2014 qui ont modifié les comportements d'achats de titres.

Quant au nombre d'entreprises agréées, il diminue une nouvelle fois au cours de ce trimestre (- 11,5 %) et ce en raison notamment d'un contrôle renforcé sur l'ensemble du secteur des titres-services et des nouvelles conditions d'agrément imposées aux entreprises.

7

Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps

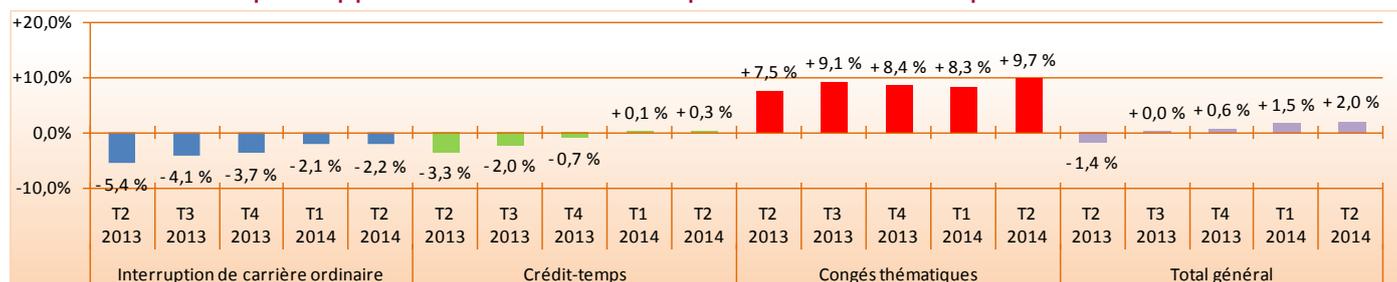
Tableau 31

Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps par formule

		2007	2013	Evol. 2007 - 2013	T2 2013	T2 2014	Evol. T2 2013 - T2 2014
Interruption de carrière ordinaire	complète	8 447	5 177	- 38,7 %	5 271	4 857	- 7,9 %
	mi-temps	36 838	31 962	- 13,2 %	32 116	30 785	- 4,1 %
	réd.1/3 ^{ème} temps	907	1 030	+ 13,7 %	1 035	1 016	- 1,8 %
	réd.1/4 ^{ème} temps	2 347	2 271	- 3,2 %	2 292	2 168	- 5,4 %
	réd.1/5 ^{ème} temps	23 242	29 385	+ 26,4 %	29 519	29 892	+ 1,3 %
	Total	71 781	69 826	- 2,7 %	70 233	68 718	- 2,2 %
Crédit-temps	complète	11 452	6 018	- 47,4 %	6 046	5 814	- 3,8 %
	mi-temps	32 094	35 132	+ 9,5 %	35 476	33 507	- 5,5 %
	réd.1/5 ^{ème} temps	68 122	91 577	+ 34,4 %	91 627	94 243	+ 2,9 %
	Total	111 668	132 728	+ 18,9 %	133 149	133 564	+ 0,3 %
Congés thématiques	congé parental	34 111	53 235	+ 56,1 %	52 670	56 951	+ 8,1 %
	assistance médicale	5 554	13 470	+ 142,5 %	13 812	15 986	+ 15,7 %
	soins palliatifs	205	269	+ 31,6 %	298	294	- 1,5 %
	Total	39 870	66 974	+ 68,0 %	66 780	73 231	+ 9,7 %
Total général		223 319	269 527	+ 20,7 %	270 162	275 513	+ 2,0 %

Graphique 21

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Entre 2007 et 2013, le nombre de paiements relatifs à l'interruption de carrière et au crédit-temps a augmenté de 20,7 %. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière qui ont connu une forte augmentation (+ 68 %). Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5^{ème} temps a connu également une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+ 26,4 %) et dans celui du crédit-temps (+ 34,4 %). Par contre, sur cette période, l'interruption de carrière ordinaire complète et le crédit-temps complet diminuent respectivement de 38,7 % et 47,4 %.

Entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le 2^{ème} trimestre 2014, on enregistre une augmentation globale du nombre de travailleurs en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique (+ 2,0 %).

Cette hausse est sensible pour les travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre des congés thématique (+ 9,7 %), à savoir le congé parental, l'assistance médicale ou les soins palliatifs. On observe toujours une légère tendance à la baisse en ce qui concerne l'interruption de carrière (- 2,2 %) et un quasi statu quo pour le crédit-temps (+ 0,3 %) qui semble toutefois remonter progressivement.

Durant le 2^{ème} trimestre 2014 par rapport au 2^{ème} trimestre 2013, les interruptions complètes et à mi-temps diminuent toujours, tant pour l'interruption de carrière que pour le crédit-temps. Les réductions d'1/5 temps suivent la tendance inverse : + 1,3 % pour l'interruption de carrière et + 2,9 % pour les bénéficiaires du crédit-temps.

8

Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique

8.1

Primes de crise et allocations de licenciement

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction. Des paiements relatifs aux demandes introduites précédemment sont toujours effectués mais aucune nouvelle demande n'est encore recevable.

Aussi depuis le 1^{er} janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des ouvriers, des domestiques et des travailleurs sous contrat de travail titres-services. Cette mesure permanente remplace la prime de crise.

Tableau 32

Evolution du nombre des paiements de primes de crise et des allocations de licenciement par région

		Primes de crise				Allocations de licenciement				Total
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	
2010	T1	349	237	42	628					628
	T2	4 378	3 365	637	8 380					8 380
	T3	4 136	3 060	778	7 974					7 974
	T4	5 326	4 041	941	10 308					10 308
	Année	3 547	2 676	600	6 823					6 823
2011	T1	5 811	4 387	1 091	11 289					11 289
	T2	5 430	4 405	1 214	11 049					11 049
	T3	4 386	3 627	872	8 885					8 885
	T4	5 557	4 377	1 134	11 068					11 068
	Année	5 296	4 199	1 078	10 573					10 573
2012	T1	4 462	3 306	1 000	8 768	1 081	1 023	129	2 233	11 001
	T2	1 136	717	332	2 185	4 220	3 547	803	8 570	10 755
	T3	477	189	128	794	4 279	3 045	813	8 137	8 931
	T4	239	104	59	402	5 217	3 340	749	9 306	9 708
	Année	1 579	1 079	380	3 037	3 699	2 739	624	7 062	10 099
2013	T1	151	66	57	274	7 022	4 458	1 002	12 482	12 756
	T2	89	41	29	159	7 204	4 731	1 265	13 200	13 359
	T3	46	21	17	84	6 478	3 875	1 116	11 469	11 553
	T4	36	20	8	64	6 796	4 430	1 067	12 293	12 357
	Année	81	37	28	145	6 875	4 374	1 113	12 361	12 506
2014	T1	30	18	7	55	7 677	5 130	1 342	14 149	14 204
	T2	12	16	5	33	4 908	3 600	1 082	9 590	9 623
Répartition		36,4 %	48,5 %	15,2 %	100 %	51,2 %	37,5 %	11,3 %	100 %	

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux ouvriers ayant perdu leur travail a augmenté au 1^{er} trimestre 2011, jusqu'à un maximum de 11 289 primes. Depuis lors, ce nombre n'a pas cessé de décroître. Durant le 2^{ème} trimestre 2014, seulement 33 primes ont encore été payées.

Au cours du 2^{ème} trimestre 2014, un total de 9 590 allocations de licenciement ont été payées. Il s'agit de la première baisse à un an d'écart depuis l'introduction de la mesure (- 27,3 % ou - 3 610 paiements par rapport à T2 2013). Cette baisse s'explique par le remplacement progressif à partir du 1^{er} janvier 2014 de l'allocation de licenciement par l'indemnité en compensation du licenciement (voir point 8.2) en vertu de la loi du 26 décembre 2013 sur l'introduction du statut unique entre ouvriers et employés. Les ouvriers dont le contrat de travail a pris cours après le 31 décembre 2013 n'ont en effet plus droit à l'allocation de licenciement mais bien à l'indemnité en compensation du licenciement.

51,2 % des allocations de licenciement ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 37,5 % à des travailleurs issus de la Région wallonne et 11,3 % à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles-Capitale.

8.2

Les indemnités en compensation du licenciement

En vue de l'harmonisation des règles des préavis dans le cadre de la mise place d'un statut unique pour les ouvriers et les employés, un certain nombre d'ouvriers peuvent sous certaines conditions bénéficier d'une indemnité en compensation du licenciement. Cette indemnité est due aux travailleurs dont la durée du préavis est au moins en partie basée sur l'ancienneté acquise en tant qu'ouvrier avant 2014.

La différence entre le montant auquel le travailleur a droit en vertu du nouveau régime et le montant payé par l'employeur est octroyé par l'ONEM à titre d'indemnité en compensation du licenciement. Le paiement de celle-ci s'effectue par mois ou en une seule fois. Au cours du 1^{er} semestre de cette année, 621 paiements ont été effectués.

Tableau 33

Evolution du nombre de paiements d'indemnités en compensation de licenciement

	Payées en plusieurs fois	Payées en 1 fois	Total
2014/01	0	0	0
2014/02	0	0	0
2014/03	0	81	81
2014/04	0	111	111
2014/05	0	186	186
2014/06	6	237	243
2014	6	615	621

9

Evolution des 3 groupes d'allocataires

Tableau 34

Evolution globale des 3 groupes d'allocataires

	T2 2007	T2 2013	T2 2014	Evol. T2 2007 - T2 2014	Evol. T2 2013 - T2 2014
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	687 946	645 876	629 007	- 8,6 %	- 2,6 %
Demandeurs d'emploi	445 747	450 788	452 289	+ 1,5 %	+ 0,3 %
Non-demandeurs d'emploi	242 200	195 088	176 718	- 27,0 %	- 9,4 %
Travailleurs soutenus par l'ONEM	266 829	351 327	306 394	+ 14,8 %	- 12,8 %
Chômage temporaire & allocations assimilées	112 167	178 953	133 746	+ 19,2 %	- 25,3 %
Travailleurs à temps partiel	4 327	3 459	3 300	- 23,7 %	- 4,6 %
Mesures d'activation et de formation	49 777	53 964	52 757	+ 6,0 %	- 2,2 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	100 558	114 951	116 592	+ 15,9 %	+ 1,4 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	223 424	270 680	275 860	+ 23,5 %	+ 1,9 %
Crédit-temps	110 997	133 149	133 564	+ 20,3 %	+ 0,3 %
Interruption de carrière ordinaire	71 849	70 233	68 717	- 4,4 %	- 2,2 %
Formes spécifiques	39 868	66 780	73 231	+ 83,7 %	+ 9,7 %
Prépension à mi-temps	710	518	348	- 51,0 %	- 32,9 %
Total des 3 groupes	1 178 199	1 267 883	1 211 262	+ 2,8 %	- 4,5 %

La comparaison entre le 2^{ème} trimestre 2007 et le 2^{ème} trimestre 2014 indique une hausse de 2,8 % du nombre d'allocataires de l'ONEM. Cette hausse concerne surtout les travailleurs, qu'il s'agisse de travailleurs soutenus par l'ONEM par le biais du chômage temporaire (+ 19,2 %) ou des mesures d'activation et de formation (+ 15,9 %) ou de travailleurs qui aménagent leur temps de travail avec l'aide de l'ONEM (+ 23,5 %). La catégorie des chômeurs indemnisés et des chômeurs avec complément d'entreprise enregistre, par contre, une diminution de 8,6 %.

Sur base annuelle, on constate plutôt une diminution du nombre total d'allocataires : moins 4,5 %. Cette baisse est due, pour une bonne part, à la baisse de 25,3 % du nombre de chômeurs temporaires. Quant au nombre de chômeurs indemnisés (demandeurs d'emploi et non-demandeurs d'emploi avec ou sans complément d'entreprise), il diminue aussi de 2,6 %.

10

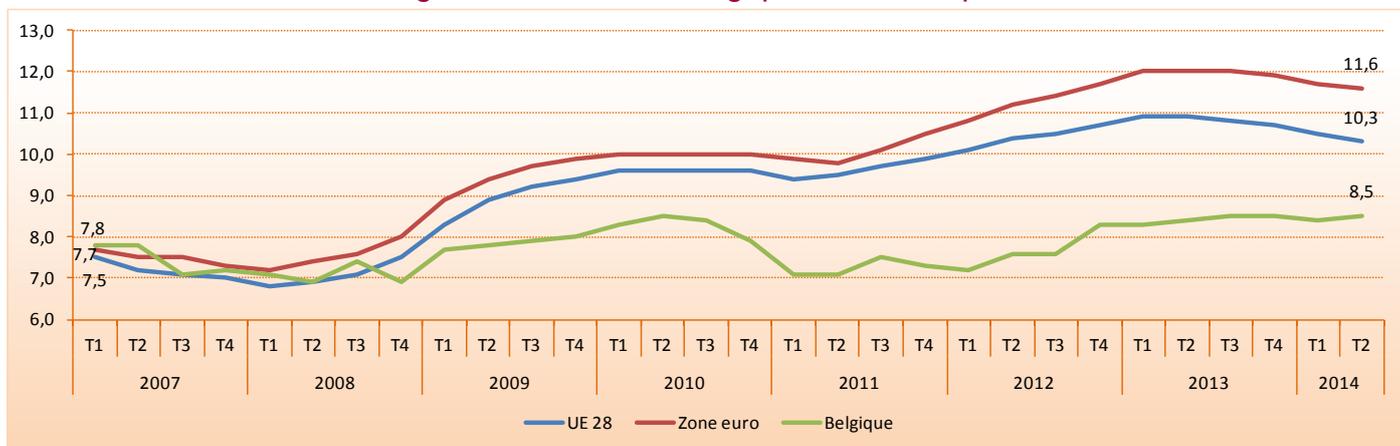
Comparaison internationale

10.1

Taux de chômage

Graphique 22

Evolution des taux de chômage harmonisés en Belgique et en Europe



Source : Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans) – séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une_rt_q)

La situation du chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009 et a davantage diminué en 2010 et 2011. Il n'est reparti à la hausse qu'en 2012.

Lorsque l'on compare le taux de chômage actuel (8,5 % en T2 2014) en Belgique à celui d'avant la crise (7,8 % en T1 2007), on note une progression de 0,7 point pourcent. L'augmentation est beaucoup plus importante dans l'Union européenne et dans la Zone euro : respectivement 2,8 et 3,9 points pourcent.

10.2

Evolution de l'emploi

Tableau 35

Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe

		UE 28	Zone euro	Belgique			UE 28	Zone euro	Belgique
2007	T1	216 947	142 008	4 348	2007	T1	100	100	100
	T2	220 283	144 170	4 345		T2	100	100	100
	T3	222 789	145 631	4 385		T3	100	100	100
	T4	222 050	145 369	4 443		T4	100	100	100
Année		220 517	144 295	4 380	Année		100	100	100
2008	T1	220 990	144 598	4 450	2008	T1	102	102	102
	T2	223 129	145 771	4 414		T2	101	101	102
	T3	224 848	146 789	4 465		T3	101	101	102
	T4	222 982	145 656	4 455		T4	100	100	100
Année		222 987	145 703	4 446	Année		101	101	101
2009	T1	218 773	142 808	4 418	2009	T1	101	101	102
	T2	219 495	143 195	4 396		T2	100	99	101
	T3	219 661	142 919	4 415		T3	99	98	101
	T4	218 540	142 763	4 454		T4	98	98	100
Année		219 118	142 921	4 421	Année		99	99	101
2010	T1	215 385	141 169	4 470	2010	T1	99	99	103
	T2	217 790	142 247	4 443		T2	99	99	102
	T3	218 997	142 686	4 488		T3	98	98	102
	T4	217 959	142 461	4 554		T4	98	98	102
Année		217 533	142 141	4 489	Année		99	99	102
2011	T1	216 387	141 510	4 454	2011	T1	100	100	102
	T2	218 744	143 160	4 544		T2	99	99	105
	T3	219 291	143 268	4 489		T3	98	98	102
	T4	218 162	142 637	4 551		T4	98	98	102
Année		218 146	142 644	4 509	Année		99	99	103
2012	T1	215 785	140 920	4 502	2012	T1	99	99	104
	T2	218 166	142 078	4 525		T2	99	99	104
	T3	219 424	142 534	4 536		T3	98	98	103
	T4	217 798	141 438	4 533		T4	98	97	102
Année		217 793	141 742	4 524	Année		99	98	103
2013	T1	214 807	139 548	4 487	2013	T1	99	98	103
	T2	217 501	141 048	4 549		T2	99	98	105
	T3	218 934	141 607	4 559		T3	98	97	104
	T4	218 122	141 074	4 526		T4	98	97	102
Année		217 341	140 819	4 530	Année		99	98	103
2014	T1	215 926	139 662	4 506	2014	T1	100	98	104

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - EFT (lfsq_egaps)

L'emploi s'est apprécié de 4 % en Belgique au cours du 1^{er} trimestre 2014 par rapport au 1^{er} trimestre 2007. Même pendant la crise, l'emploi est demeuré en Belgique au dessus du niveau de 2007.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne et la Zone euro où il est depuis 2009 descendu et demeuré en dessous du niveau de 2007 et n'a toujours pas réussi à augmenter suffisamment pour enregistrer une croissance par rapport à 2007. En 7 ans, l'emploi a reculé de 2 % dans la Zone euro (T1 2014 par rapport à T1 2007).

11

Evolution sur 10 ans

11.1

Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 36

Evolution sur 10 ans des CCI-DE par classe d'âge

T2	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)								Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge		Total		
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et + ¹	< 50 a.	50 +	(A)	y compris 50-59 ¹	
2005	70 837	321 558	70 278	157 762	197 238	46 578	462 673	550 157	9,4 %
2006	66 609	302 384	84 110	156 930	182 980	60 460	453 103	525 923	9,1 %
2007	60 576	272 808	92 414	151 897	158 346	70 755	425 798	485 281	8,5 %
2008	55 536	245 824	93 487	142 919	132 533	73 749	394 848	444 280	7,8 %
2009	63 764	264 982	100 028	138 718	121 609	75 891	428 773	467 463	8,4 %
2010	62 476	266 345	106 160	135 179	119 237	79 219	434 981	464 000	8,5 %
2011	55 009	251 213	106 440	130 139	118 951	80 318	412 662	436 361	8,0 %
2012	51 658	251 516	106 399	126 795	114 073	79 709	409 574	429 969	7,9 %
2013	55 845	261 994	107 862	126 866	112 516	77 344	425 701	444 705	8,2 %
2014	51 228	257 960	116 517	124 238	106 097	82 949	425 705	433 426	8,0 %

Tableau 37

Classement des 10 années des CCI-DE par classe d'âge

T2	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)								Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge		Total		
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et + ¹	< 50 a.	50 +	(A)	y compris 50-59 ¹	
1	2014	2008	2005	2014	2014	2005	2008	2012	2008
2	2012	2011	2006	2012	2013	2006	2012	2014	2012
3	2011	2012	2007	2013	2012	2007	2011	2011	2011
4	2008	2014	2008	2011	2011	2008	2013	2008	2014
5	2013	2013	2009	2010	2010	2009	2014	2013	2013
6	2007	2009	2010	2009	2009	2013	2007	2010	2009
7	2010	2010	2012	2008	2008	2010	2009	2009	2010
8	2009	2007	2011	2007	2007	2012	2010	2007	2007
9	2006	2006	2013	2006	2006	2011	2006	2006	2006
10	2005	2005	2014	2005	2005	2014	2005	2005	2005

¹ A réglementation constante c-à-d y compris les 50 à 59 ans dispensés.

Les tableaux précédents comparent les chiffres du 2^{ème} trimestre de chaque année depuis 10 ans.

Le premier tableau donne les chiffres absolus du 2^{ème} trimestre de chaque année. Le second classe les années selon le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi dans la catégorie concernée, en commençant par le plus bas.

On y constate que l'année 2014 se classe en 1^{ère} position chez les moins de 25 ans et en 4^{ème} position au sein de la classe des 25 à moins de 50 ans.

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus, son évolution se caractérise sur l'ensemble de la période par une hausse continue au cours de tous les trimestres à l'exception des années 2011-2012 caractérisées par une légère baisse/stagnation puis d'une reprise de la hausse à partir de 2013.

Rappelons toutefois que la hausse continue observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient en effet être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans entre 2002 et 2012 et a été porté à 60 ans en début 2013. Ce dernier changement réglementaire explique d'ailleurs la hausse récente observée depuis 2013.

Si on neutralise ces changements réglementaires en intégrant également dans les statistiques des demandeurs d'emploi les chômeurs âgés de 50 à 59 ans dispensés d'inscription comme demandeurs d'emploi, l'année 2014 arrive en première position dans le classement des 10 dernières années.

11.2

Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 38

Evolution sur 10 ans des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

T2	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + ¹	Total	
2005	126 840	6 305	43 145	59 315	108 765	235 605
2006	116 457	4 914	42 733	63 002	110 649	227 105
2007	108 729	3 752	40 487	69 223	113 461	222 190
2008	101 582	3 081	38 974	72 942	114 997	216 578
2009	95 074	2 707	37 462	76 652	116 821	211 895
2010	89 455	2 500	36 864	81 052	120 416	209 871
2011	83 392	2 089	35 250	82 390	119 729	203 121
2012	77 073	1 329	32 622	81 527	115 478	192 551
2013	72 253	772	30 059	80 943	111 773	184 026
2014	59 696	431	27 675	79 673	107 779	167 475

Tableau 39

Classement des 10 années des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

T2	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + ¹	Total	
1	2014	2014	2014	2005	2014	2014
2	2013	2013	2013	2006	2005	2013
3	2012	2012	2012	2007	2006	2012
4	2011	2011	2011	2008	2013	2011
5	2010	2010	2010	2009	2007	2010
6	2009	2009	2009	2014	2008	2009
7	2008	2008	2008	2013	2012	2008
8	2007	2007	2007	2010	2009	2007
9	2006	2006	2006	2012	2011	2006
10	2005	2005	2005	2011	2010	2005

¹ L'âge de la retraite pour les femmes a été porté progressivement de 60 à 65 ans entre 1997 et 2009, ce qui explique en grande partie l'augmentation : 23 667 prépensionnées étaient dans cette tranche d'âge en T2 2014 (+ 25 960 chômeuses âgées dispensées, soit 49 627 allocataires qui influencent aussi les totaux)

Lorsque l'on examine l'évolution des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise au cours des 10 dernières années, on constate que l'année 2014 se classe en première position dans la plupart des cas avec les chiffres les plus bas.

La seule classe d'âge qui fait exception est celle des 60 ans et + dont le nombre demeure très élevé (79 673 unités). Notons que ce nombre baisse pour le onzième trimestre d'affilée sur une base annuelle. La forte hausse dans ce sous-groupe sur l'ensemble de la période s'explique presque intégralement par le relèvement de l'âge de la pension des femmes.

L'évolution est aussi influencée par la forte progression de la population active dans la tranche d'âge de 50 à 64 ans (+ 52,4 % entre T1 2004 et T1 2014¹⁰ - voir point 5.1).

¹⁰ Eurostat – les chiffres de la population en milliers – EFT (lfsq_pganws)

11.3

Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 40

Evolution globale sur 10 ans des CCI-DE et des chômeurs avec complément d'entreprise et classement par année

T2		Tot. Général (A+ B)		Ratio (pop. âge trav.)
1	2014	593 180	2014	8,2 %
2	2012	602 124	2012	8,3 %
3	2013	609 727	2013	8,4 %
4	2008	611 426	2011	8,5 %
5	2011	615 783	2008	8,6 %
6	2009	640 668	2010	9,0 %
7	2010	644 852	2009	9,0 %
8	2007	647 988	2007	9,2 %
9	2006	680 209	2006	9,8 %
10	2005	698 278	2005	10,2 %

L'année 2014 arrive en 1^{ère} position lorsque l'on totalise les chômeurs complets indemnisés (demandeurs d'emploi et chômeurs âgés dispensés) et les chômeurs avec complément d'entreprise.

Le ratio de ce groupe total par rapport à la population en âge de travailler n'est que de 8,2 % contre, à l'opposé, 10,2 % en 2005.

11.4

Les chômeurs temporaires

Tableau 41

Evolution globale sur 10 ans des chômeurs temporaires et classement par année

T2	Chômeurs temporaires			
	Unités physiques		Unités budgétaires	
1	2007	112 167	2007	27 452
2	2006	118 590	2008	28 539
3	2008	120 958	2014	28 781
4	2011	129 912	2006	30 531
5	2014	133 746	2011	31 070
6	2005	136 921	2005	34 575
7	2012	157 626	2012	35 862
8	2010	167 749	2013	41 020
9	2013	178 953	2010	43 029
10	2009	228 931	2009	63 828

Lorsque l'on retrace l'évolution du chômage temporaire en unités physiques depuis 2004, on constate que le 2^{ème} trimestre de l'année 2014 occupe la 5^{ème} place. Lorsque l'on relate l'évolution du chômage temporaire en unités budgétaires, l'année 2014 se situe en 3^{ème} position.

11.5

Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 42

Evolution sur 10 ans des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription

T2	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
2005	33 408	29 307	47 825	110 540	2,2 %
2006	28 953	31 766	43 861	104 580	2,1 %
2007	26 807	31 016	33 421	91 244	1,8 %
2008	25 666	32 697	34 049	92 411	1,8 %
2009	28 901	31 219	41 049	101 170	2,0 %
2010	29 648	34 397	45 945	109 989	2,1 %
2011	27 920	36 212	48 323	112 454	2,2 %
2012	36 474	36 810	50 275	123 560	2,4 %
2013	37 394	38 035	55 675	131 103	2,5 %
2014	35 414	40 930	59 638	135 982	2,6 %

Tableau 43

Classement des 10 années des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription

T2	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
1	2008	2005	2007	2007	2007
2	2007	2007	2008	2008	2008
3	2011	2009	2009	2009	2009
4	2009	2006	2006	2006	2006
5	2006	2008	2010	2010	2010
6	2010	2010	2005	2005	2011
7	2005	2011	2011	2011	2005
8	2014	2012	2012	2012	2012
9	2012	2013	2013	2013	2013
10	2013	2014	2014	2014	2014

Source : services régionaux de l'emploi et calculs Onem

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage. Les chiffres du tableau ci-dessus sont collectés auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblés par l'ONEM.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion de même que les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Entre les 2^{èmes} trimestres 2013 et 2014, on constate une augmentation de 3,7 % du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés imputable surtout aux demandeurs d'emploi librement inscrits (+ 7,1 %).

